

Chapitre III

DE L'IRAN AU NICARAGUA

C) EUROPE, VIEILLE EUROPE

1) ASPHYXIE DE LA THEORIE, ANHELATION DE L'IDEOLOGIE

Ce qui distingue une révolution, c'est qu'elle critique le monde. Ce qui distingue la théorie, c'est qu'elle est la pensée de cette critique. Ce qui distingue l'idéologie, c'est qu'elle est l'approbation de cette critique, donc le contraire d'une critique. Dans la forêt de l'esprit, la révolution est la racine, la théorie l'arbre et l'idéologie le feuillage. Il faut chercher sous le feuillage pour qu'apparaisse le tronc, et sous le tronc et les feuilles mortes pour qu'apparaissent les racines. Tout le phénomène de la pensée est compris dans ce mouvement d'aliénation, l'iranien de l'histoire étant que le phénomène de l'aliénation n'est pas encore compris dans le mouvement de la pensée.

En 1972 donc, la défaite de 1968 gagne l'Internationale situationniste, qui se suicide. Jusque dans sa défaite, l'Internationale situationniste est la théorie de 1968. Ni les ouvriers d'Italie, ni même ceux du Portugal, ne dépassent entre-temps les perspectives esquissées en 1968. En 1979 donc, toute théorie est réduite à la théorie du suicide de l'Internationale situationniste. C'est Jean-Pierre Voyer qui seul montre la défaite de 1968 jusqu'à ce que 1917 et 1793 apparaissent comme la même défaite. Il est également le seul à signaler le situationnisme des ennemis de l'Internationale situationniste comme idéologie, c'est-à-dire comme mensonge sur la mort de l'Internationale situationniste, par conséquent comme mensonge sur la défaite de 1968, transformée en victoire, tout comme les défaites de 1917 et 1793. C'est seulement cette défaite de 1968 et la mort de

l'Internationale situationniste qui feront de Voyer le premier et unique critique de la théorie économete de Marx, ce qui a ramené la théorie de Hegel sous l'artillerie de la critique, quelque peu enrayée. Comme Hegel mérite à nouveau d'être critiqué, grâce à Voyer, dans la théorie Voyer mérite seul depuis l'Internationale situationniste d'être critiqué, grâce à Hegel. Enfin, logiquement, Voyer recherche le principe du monde et le communique. Cette révélation a été encore plus ignorée que la révolution iranienne, au même moment (Voyer ne semble pas connaître la révolution iranienne et la révolution iranienne ne semble pas connaître Voyer), qui pourtant la confirme. C'est tout pour la théorie.

Entre-temps, les idéologues ont mangé tout le pain frais de 1968. Toute contre-révolution semble suivie d'un courant de pensée qui exprime dans l'allégresse des contre-révolutionnaires vainqueurs, la profonde émotion vaincue. Voyez le Directoire, voyez la naissance du Surréalisme. Mais cette queue de comète s'amenuise, les parasites du festin se raréfient en gonflant. En 1978, les ergotages sur l'approbation de 1968 s'épuisent ou s'aigrissent à force de ne rien voir venir à l'horizon. Car Téhéran est au-delà de cet horizon.

Comme la mode vestimentaire est divisée entre haute-couture et prêt-à-porter, l'idéologie est divisée entre les idéologues de compétition et les idéologues de masse, ou si l'on veut, entre idéologues de laboratoire et idéologues de terrain. Les premiers, vedettes dans leur spécialité mais ignorés du public, sont spécialisés dans le dépouillement de la théorie : ils assurent le spectacle de la théorie, seul spectacle au monde qui a pour but, non pas d'attirer, mais de rebuter le spectateur. Ces factionnaires-là, dont le nombre décroît à mesure que la révolte qu'ils falsifient s'éloigne dans le temps, sont les enseignants, les professeurs des autres. Leurs élèves, dont au contraire le nombre croît à mesure que la révolte s'éloigne, sont payés pour vulgariser ce qu'ils ont appris. Alors que les premiers, papes ou ayatollahs, doivent sans cesse réinterpréter et modifier les commandements de Dieu, les seconds, curés et mallas, inculquent seulement les résumés simplifiés, rigoureusement interchangeables, qu'ils ont appris. Ces émetteurs en bout de chaîne sont assez dissemblables : le grand nombre est guide spirituel des enfants dans les écoles, maintient les classes sociales dans les syndicats et partis qui les encadrent ou psychanalyse les cadres. D'autres, se rêvant pères Joseph, font du rock à la télévision ou sont confesseurs de chefs d'Etat.

De 1968 jusqu'à sa débâcle portugaise en 1975, le gauchisme est cru l'idéologie de 1968. En vérité, le gauchisme est l'approbation de la

critique de la contre-révolution russe de 1917. En 1968, le gauchisme est le parti des idéologues, l'idéologie dominante. C'est en échouant dans le gouvernement de l'Etat portugais que le gauchisme a perdu le gouvernement de l'idéologie qu'il avait acquis si peu auparavant. Le sandinisme n'en est déjà que le bâtard à la mode de 1979. L'idéologie issue de 1968 est le situationnisme. Les pauvres commencent seulement à l'adopter. Les laboratoires d'idéologie, contraints aux apparences, sont conservateurs, donc lents en la matière. Et jusqu'à Farahâbâd et Abâdân, León et Esteli, ils ont d'abord propulsé les particules décomposées du gauchisme. Alors qu'autour du globe une grande et nouvelle dispute s'engage, l'Europe reste paralysée par les contradictions du situationnisme triomphant.

Jusque-là, c'est en Europe qu'ont eu lieu toutes les révolutions modernes. C'est en Europe que sont nées toutes les théories modernes. C'est en Europe que sont nées toutes les idéologies modernes. C'est en Europe que sont concentrés tous les triages de l'information. L'Europe est le faubourg St-Germain, le Fleet Street et la Cité Universitaire du monde.

L'Europe va de l'Atlantique à l'Oural comme chacun sait. En vérité l'Atlantique et l'Oural ont si considérablement rétréci que par endroits ils ont disparu. Le Kremlin et l'Acropole partagent aujourd'hui la même col-line, Wall Street et Downing Street la même rue. Qui va de Gropiusstadt à Sanssouci en passant par Alexanderplatz n'ignore principalement de l'Europe que ses variations climatiques. L'Europe est d'abord la plus forte concentration de villes au monde, ensuite de frontières d'Etat, et de polices.

Les villes d'Europe sont les premières d'une éclosion urbaine telle qu'il paraît aussi abusif d'utiliser le même substantif pour celles d'aujourd'hui et d'autrefois qu'il serait singulier de dire le même mot pour bourgeon et fleur. Sur le tronc commun du monde, à la racine des révolutions, elles ont grandi en force et en beauté, modèles imités par celles, monstrueuses ou atrophiées, qui ont poussé au bout des branches. Les villes d'Europe ont seules le passé de toutes les autres, car tout vestige antérieur à la domination de l'Europe sur le monde, l'Europe l'a détruit ou annexé : les Rome et Athènes d'Asie et d'Amérique sont englouties ou à l'encan muséographique ; les villes d'Europe sont les plus glorieuses : Venise est toujours plus célèbre que Seoul qui est pourtant capitale d'Etat et trente fois plus peuplée ; les villes d'Europe sont les plus riches : aucuns murs du monde n'affichent plus de révolutions et de débats que ceux de Paris ; et quoique la concurrence en cette spécialité soit féroce entre villes d'Europe, c'est

là aussi que la prostitution intellectuelle brille le plus fort. Mais les villes d'Europe ne sont pas qu'antiques, nobles et riches.

Elles sont aussi vieilles, lourdes et tristes. Leur population commence à diminuer et à s'aigrir. La communication, c'est-à-dire ce qui manifeste le monde, qui par ses éclairs leur donnait leur irrésistible attraction, n'y coule parfois plus qu'à gros bouillons s'immobilisant en caillots. Les villes d'Europe fanent, mais elles sont encore les carrefours et les médiatrices de toutes les autres. Rehaussant leurs couleurs par l'éclat de leur passé, elles sont maintenant crispées comme de vieilles avars à la sève du monde, dont elles ont gardé la distribution. L'Europe est le cerveau et le formol dans lequel il baigne.

USA et URSS sont considérés comme les deux plus "puissants" Etats du monde. USA et URSS sont les deux ailes de l'Europe. New York et Moscou sont deux portes de l'Europe. USA et URSS sont les banlieues de l'Europe : sinistres, obtuses, gonflées de misère et de puissance, mais plus jeunes que le centre de l'expansion duquel elles tirent leur existence. C'est en Europe, en murant Berlin, que ces deux Etats sont venus tracer la cicatrice de leur rivalité. C'est en Europe, dans les tribunaux de l'orthodoxie, que ces deux brutes viennent confronter leur ignorance et leur idéologie. USA et URSS sont derriéristes de l'Europe, pour reprendre le concept de l'Américain Ken Knabb : "L'aliénation du derriériste au profit du mythe de la révolution (ce qui est le résultat de sa propre activité semi-consciente) s'exprime ainsi : plus il s'approprie, moins il est autonome ; plus il participe partiellement, moins il comprend ses capacités à participer totalement. Le derriériste se tient dans un rapport aliéné aux produits de son activité, soit qu'il s'aliène lui-même *dans* l'acte de production (son activité n'est pas passionnée, mais imposée, elle n'est pas la satisfaction d'un désir de révolte mais un simple moyen de satisfaire d'autres désirs, par exemple, celui d'être reconnu par ses semblables), soit qu'il s'aliène lui-même *en se tenant hors* de l'acte de production (sa participation tend fortement vers l'aspect *distributif* du processus)." En d'autres termes, la soi-disant indépendance des USA en 1776, est en fait l'acte officiel de dépendance à l'idéologie de la Raison et la soi-disant révolution russe de 1917, est en fait l'acte de soumission à l'idéologie matérialiste. USA et URSS sont devenus les principaux centres de distribution, usines du laboratoire, filtres à connaissance et fortifications de l'idéologie dominante. USA et URSS n'ont nullement remplacé l'Europe comme centre du monde, comme il est communément admis, mais au contraire, sont les deux puissantes défenses du mammoth. L'Europe est le patriarche porté par ses deux

fils herculéens, qui parfois le maltraitent, mais reviennent toujours à sa lumière, à sa sagesse. Pour les valets de ce monde étatisé, l'Europe est une vallée fertile entre deux hautes montagnes, au-delà desquelles tout est steppe, jungle, désert, tiers monde. L'Europe est un sénat romain, divisé par toutes les corruptions, souvent méprisé par deux consuls violents, et parfois apostrophé insolemment par des tribuns issus d'une tourbe d'Etats plébéiens. Mais ce sénat possède la mémoire des révolutions, des guerres et des conquêtes, des mariages et des naissances, de la culture, de la philosophie et des lois. Et tous les plébéiens de la terre, et tous les affranchis sont encore clients de ses puissantes gentes. C'est dans ce club de vieillards conservateurs, qu'est l'Europe, que les colporteurs des campagnes d'Amérique, d'Asie, d'Afrique viennent prendre leur marchandise (et souvent ils ne dépassent pas les magasins de cette pensée que sont les USA et l'URSS, où ce vin, déjà trafiqué, est fortement coupé d'eau). C'est là que sont briefés les Zhu Enlai, les Pahlavi, les Cardenal, et c'est là qu'ils viennent boire leur paye. Seul Grand Magasin de la pensée, l'Europe dispense de la théorie avec parcimonie, au rayon "cadeaux" et de l'idéologie avec profusion, au rayon "alimentaire".

Aveugle fut la fureur des gérants de ce Grand Magasin, lorsque la nécessité fit ouvrir la superette néo-islamique d'Iran. Sacrilège ! L'ordre idéologique, dont tous les temples étaient alors en Europe, voyait le schisme gagner sa propre fange. Comme l'avait déploré Shari'ati, en venant boire sa paye aux sources du marxisme, tous les spécialistes du shi'isme, de l'Iran même, sont européens. Et ils le prouvèrent alors, dans un grand concert de diffamations, dans l'étranglement de l'information autour de l'Iran, dans le spectacle de l'étouffement de l'écho iranien, qui eut pour conséquence d'écraser le son original, dont il était la distorsion.

La jeunesse d'Europe, exposée sans relâche à une si pesante concentration d'esprit, est bien différente de la jeunesse d'ailleurs : elle a des tics de vieux, et la majorité de ceux qu'elle reconnaît comme jeunes, partout ailleurs serait des vieux. Elle est, même ainsi, aussi minoritaire en Europe que majoritaire partout ailleurs. Vivant sans protection au milieu de la pollution grandissante des laboratoires d'idéologie, elle est leur premier cobaye. Mais cette proximité lui donne aussi l'opportunité permanente d'y mettre le feu. Battue en 1968, en 1978 elle est fortement intoxiquée. Le poison de 1968, elle ne le digère pas. Et sa négativité, si redoutable parce que si proche du centre du monde, se débat laborieusement dans les filets du situationnisme, composé sur la décomposition du gauchisme.

Voici donc l'ambiance de l'Europe, source du silence et du mensonge sur l'Iran, le Nicaragua et le monde. Mais dans cette fabrique de brouillard, où le voisin déjà se dérobe au voisin, l'ennemi aussi perd la visibilité : la politique s'use, la religion se retrouve soudain en première ligne, l'économie est en crise. Par l'écologie, le séparatisme et le terrorisme, l'ennemi égare bon nombre de hordes maraudeuses battues en 1968. Mais en retour, le virus gagne la classe ouvrière, qui se révèle à la casse.

2) LIFTING DU CATHOLICISME

Le 6 août 1978 meurt Paul VI. Son successeur, Jean Paul Ier, élu le 26 août, meurt le 28 septembre 1978. Le 16 octobre 1978, Karol Wojtyla, archevêque de Cracovie, devient Jean Paul II.

C'est la première fois, depuis 1523, que le pape n'est pas italien. Mais là, en choisissant un Polonais, représentant du pays le plus catholique du nord de l'Europe, mais surtout de l'Europe de l'Est, le conclave monte au créneau des disputes idéologiques. Wojtyla, 58 ans, est jeune pour un pape. Sa mission est de réchauffer la boîte de conserve, attaquée par la moisissure.

Il le fera tout doucement, au bain-marie. Ce nouveau pape est un grand "voyageur". Si Paul VI était encore le premier pape à sortir d'Europe, Jean Paul II va faire du voyage papal la nouvelle icône du catholicisme. Ses messes et ses homélies ressemblent à des concerts de rock, ses voyages sont des spectacles. Sur son passage, des foules immenses viennent épuiser leur vitalité, plus sûrement que dans une grève de 24 heures. Avant les dictateurs russes, il est vrai d'une génération antérieure à la sienne, Jean Paul II a compris le concept situationniste de spectacle.

La première représentation de St-Pierre, du 25 janvier au 1er février 1979, le conduit en Amérique centrale. Quoiqu'il n'ait pas poussé jusqu'au Nicaragua, jusqu'au front, c'est le premier pape depuis longtemps qu'on voit observer les débats de son temps à la jumelle. Dominicaine, Mexique et Bahamas sont des pays conquis, catholiques

fervents, qui n'ont jamais rêvé de voir le plus spirituel, le plus mythique coq de combat atterrir au milieu des bouillonnements de leur apathie. La tournée est un triomphe.

Quelques heures avant son arrivée au Mexique, le 26 janvier, un tremblement de terre (6.3 sur l'échelle de Richter), y est compris comme la réponse de la terre au baiser du pape. La réponse de la terre au baiser du pape, ce sont trois millions de spectateurs à Mexico, deux à Puebla, à Guadalajara, puis à Monterrey. Le jour où se termine ce raz de marée, 1er février 1979, est le jour où Khomeyni arrive à Téhéran, devant la seule foule dont l'ampleur ait jamais dépassé celle de ces foules mexicaines. Mais à Téhéran c'est une foule régnante qui appelle son serviteur, alors qu'au Mexique c'est une foule soumise qui se prosterne. De même l'Islam, dont le voile vient de glisser, n'est plus vieille, lourde, obèse, bornée et gémissante, mais néo-Islam sa fille, feu et flamme, provocante, vive, intrigante, autoritaire, qui brandit la cimenterie ; alors que le catholicisme n'est encore qu'une fleur séchée à laquelle on fait du bouche à bouche.

Au Mexique, Jean Paul II a pris position contre la théologie de la révolution. En même temps qu'il met en spectacle le débat parmi les catholiques, il y met le spectacle en débat. Ce pape n'est pas conservateur, au contraire, la dissidence paupériste de Medellín est une faute stratégique : elle entraîne l'Eglise dans le cul de sac de l'économie. Là où il y a du spectacle, il y a de la religion. L'économie est certes une forme de religion tant qu'elle est une forme de spectacle. Mais ramener le christianisme au spectacle par la guérilla, à la remorque des révolutions, c'est choisir le chemin le plus laborieux, le parti le plus usé. Croyez-moi, les marxistes entament leur retraite, et moi, pape polonais, je sais de quoi je parle. Une circulaire aux évêques appelle à la collégialité même envers les prêtres de rang inférieur, mais met en garde d'affaiblir le charisme des prêtres par trop de concessions à l'esprit du temps. C'est le charisme l'arme absolue, voyez les foules de Mexico, de Téhéran. L'esprit du temps, par contre, pour cet apprenti penseur, est l'idéologie dominante, et l'idéologie dominante, pour ce curé de province, est encore le marxisme, le misérabilisme, le paupérisme. Ce grand drôle en effet, coupe déjà les nattes à ses boyards de Rome et de Medellín, et les prépare à naviguer sur la Baltique.

Du 2 au 10 juin, le pape visite la Pologne. Quoique moindres que les mexicaines, là encore les foules furent considérables. Devant la Vierge Noire de Jasna Gora, plusieurs centaines de milliers de pauvres plébiscitent le spectacle catholique contre le spectacle

socialiste, embarrassant ou amusant tous les corps de valets par cette boutade inattendue : Gierек apparaît comme le ministre du pape. Un imbécile journal satyrique italien, dont le nom m'échappe, se permit la plaisanterie suivante : un faux numéro de Trybuna Ludu, quotidien officiel du POUP, fut fabriqué en Italie, véhiculé à travers la Tchécoslovaquie en voiture diplomatique (les faux diplomates exhibèrent des passeports aux noms de Harpo et Groucho Marx) et distribué dans le centre de Varsovie. La Une titrait, je crois, la démission de Gierек sur intervention du pape. Joie dans la rue, la milice déboule, mais fraternise avec la foule, jusqu'à l'arrivée d'un officier supérieur. Groucho et Harpo étaient déjà loin.

La troisième tournée du pape est déjà un succès garanti d'avance, comme pour les plus grandes stars du rock : d'abord l'Irlande, patrie du catholicisme militant, suivie des Etats-Unis, patrie du spectacle diffus, clôturée par un discours à l'ONU, forum des propriétaires de l'idéologie : 1 million et demi de moutons à Dublin, 1 million à Drogheda, 1 million à Galway ; 2 millions à Boston et Des Moines, 1 million à Philadelphie et Chicago.

Le quatrième déplacement fut tout aussi spectaculaire, parce qu'en contraste, complètement exempt de foules. C'est à Istanbul, du 28 au 30 novembre, que la fraîche pute papale vint étaler sa bougeotte. Sur ce trottoir tenu par la concurrence islamique, elle vint rendre visite à sa cousine, patriarche orthodoxe, dont l'audience ne risquait pas de lui faire ombrage et dont le sourire édenté ne pouvait faire paraître Wojtyla que jeune, tolérante, hardie, belle enfin.

Deux autres mises en scène, plus petites, vinrent couronner cette confiance du néo-christianisme naissant. En Guyana, une secte, chrétienne et communiste, se suicida collectivement (918 morts) après avoir assassiné un envoyé du gouvernement des Etats-Unis et quatre journalistes. Jim Jones, chef du "Temple du Peuple", ne voyait plus d'autre issue, no future. Ce suicide de cet hybride idéologique amorce le reflux des sectes christianisantes qui pullulaient depuis l'hibernation de la religion officielle, à la recherche de cette résurrection du christianisme, si nécessaire à la conservation de ce monde. Enfin, pour 1979, le Prix Nobel de la Paix a été décerné à une bonne soeur inconnue, Mère Teresa, qui bondieusait avec acharnement à Calcutta, où il ne se passe rien. Spectacle et religion, la main dans la main, prouvent ainsi qu'ils peuvent mondialiser ex nihilo : Mère Teresa est un miracle. Le Prix Nobel de la Paix, par parenthèse, est une des dernières institutions que je désirerais conserver quand tout le reste sera renversé : il désigne en effet, et avec un jugement de plus en plus

précis, la personne la plus infâme vue d'Europe. Comme la Palme d'Or du festival de Cannes marque impitoyablement ce qu'il y a de plus lâche dans la prostitution dans l'industrie du cinéma, le Prix Nobel de la Paix est le pilori de nos ennemis.

Ce n'est pas par conscience du monde en guerre officielle que le catholicisme se serait glissé vers le front, tel une couleuvre. Non, c'est parce que le monde érode à vitesse accélérée les défenses idéologiques ennemies, que le catholicisme, cette réserve, se retrouve aujourd'hui sous le feu. Et il faut encore noter que cette contre-offensive ecclésiastique est sans aucune théorie, mais pragmatique, sans aucun mysticisme, si ce n'est celui du business, et sans aucune théologie, si ce n'est celle, fustigée, de la révolution.

3) ELECTORALISME

"Pour élire ce mandataire unique, je n'ai qu'un vote entre dix mille, et je ne contribue à le nommer que pour un dix-millième ; je ne contribue pas même pour un dix-millième à nommer les autres. - Et ce sont ces six ou sept cents étrangers que je charge de vouloir à ma place, avec mes pleins pouvoirs ; avec mes pleins pouvoirs, notez ce mot, avec des *pouvoirs illimités*, non seulement sur mes biens et ma vie, mais encore sur mon for intime ; avec tous mes pouvoirs réunis, c'est-à-dire avec des pouvoirs bien plus étendus que ceux que je remets séparés aux dix personnes en qui j'ai le plus de confiance, à l'homme de loi qui gère ma fortune, au précepteur qui élève mes enfants, au médecin qui gouverne ma santé, au confesseur qui dirige ma conscience, aux amis qui exécuteront mon testament, aux témoins qui, dans un duel, deviennent les arbitres de ma vie, les économes de mon sang et les gardiens de mon bonheur. Sans parler de la déplorable comédie qui tant de fois se joue autour du scrutin, ni des élections contraintes et faussées qui traduisent à rebours le sentiment public, ni du mensonge officiel par lequel juste en ce moment une poignée de fanatiques et de furieux, qui ne représentent qu'eux-mêmes, se prétendent les représentants de la nation, mesurez le degré de confiance que je puis avoir, même après des élections loyales, en des

mandataires ainsi nommés. - Souvent j'ai voté pour le candidat battu ; alors je suis représenté par l'autre dont je n'ai pas voulu pour représentant. Quand j'ai voté pour l'élu, ordinairement c'est faute de mieux, et parce que son concurrent me semblait pire. Lui-même, les trois quarts du temps, je ne l'ai point vu, sauf à la volée ; à peine si je sais de lui la couleur de son habit, le timbre de sa voix, sa façon de poser la main sur son coeur. Je ne le connais que par sa profession de foi, emphatique et vague, par des déclamations de journal, par des bruits de salon, de café ou de rue. Ses titres à ma confiance sont des moins authentiques et des plus légers ; rien ne m'atteste son honorabilité, ni sa compétence ; il n'a point de diplôme ou de répondant, comme le précepteur ; il ne m'est point garanti par sa corporation, comme le médecin, le prêtre et l'homme de loi ; sur des certificats aussi nuls que les siens, j'hésiterais à prendre un domestique."

Ce parlementarisme que combattaient aussi les partis ouvriers, il y a cent ans, a beaucoup empiré. D'abord, il n'est plus discuté. Même les Etats gouvernés par des partis uniques le prônent. Ensuite, les parlements ne sont plus des tribunes où s'entérinent les affaires du monde. L'indifférence du public pour les débats codés à l'intérieur des assemblées n'a d'égale que l'absentéisme de leurs députés. Ce ne sont plus des députés indépendants qui forment des partis par affinité, mais des numéros dans des hiérarchies de partis, imposés aux électeurs. Aussi, l'issue des débats ne dépend plus du talent des orateurs, mais d'une politique de parti, souvent programmée avant l'élection de ces députés. Le débat n'est plus qu'un vestige artificieux et inutile. Le parti qui a la majorité fera passer toutes les lois qu'il a prévues, l'opposition s'opposera à toutes sans succès quels que soient les arguments, et la présence des députés n'est exigée que pour garantir la majorité au moment d'une décision votée. Seule sinon, la retransmission télévisée de certains débats y attire encore les élus. Aussi, le fonctionnement de l'institution parlementaire est réduite à une pure mécanique, privée à la fois de la hauteur de vue et de l'enthousiasme de ses origines. Et les démocraties occidentales sont bien ridicules de se gausser aujourd'hui des unanimités électorales et parlementaires dans les démocraties à parti unique : elles ne sont que la vérité démaquillée de leur propre mécanique.

Si les décisions parlementaires sont donc courues d'avance et n'intéressent plus le public, ce public, en revanche, est constamment sollicité pour élire des représentants. Non pas qu'il vote sans arrêt,

mais une campagne électorale l'accapare aussitôt le vote précédent terminé.

Le multipartisme parlementaire, notamment, semble devenu un médicament qui calme le patient par frénésies momentanées et successives. En Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Japon et Océanie, élections et manoeuvres électorales, tout ce qu'on appelle "politique intérieure", et qui possède d'importantes têtes de pont dans la "politique internationale", l'"économie" et la "vie locale", est le plat de résistance de l'information. Et, peut-être, le rapport social qu'est le spectacle ne s'exprime encore nulle part mieux que dans cet électoralisme-là, où, plus les candidats se ressemblent entre eux et d'une élection à l'autre, plus chaque pauvre sera persuadé que son unique voix peut faire tout basculer.

Il faut ici rappeler qu'il n'y a pas de démocratie en dehors de la révocabilité de tout délégué élu. Admettons que je vote pour le candidat d'un parti. Ce candidat est élu député. Le lendemain de son élection, il change de parti. Dans aucun Etat "démocratique" je n'ai de recours contre cet abus, avant la fin de la durée du mandat qui vient d'être clairement trahi. "Nos" élus ne sont donc jamais responsables devant nous, s'ils ne briguent qu'un seul mandat. Nos députés ne sont pas nos commis, qu'ils devraient être, ne sont pas les délégués de notre autorité, mais, dans l'Etat, nous traitent comme leur commis et ont acquis de l'autorité contre nous. Remarquons à ce propos que lorsque l'Etat, ou toute autre forme de hiérarchie, délègue son autorité, il en demeure maître et responsable, et peut immédiatement retirer la confiance qu'il vient d'accorder. Ceci est absolument et sans discussion dénié à l'électeur dans l'Etat "démocratique". Et pourtant, l'élus le flatte et l'électeur se croit "peuple souverain".

Ce mécanisme plébiscitaire est ancré dans les moeurs. Si bien que le simple fait de voter est déjà la caution de la violation inhérente au vote sans révocabilité, c'est-à-dire à l'abdication de la souveraineté et de la responsabilité, de l'électeur à l'élus. L'abus va si loin que les résultats électoraux sont comptabilisés, non pas sur l'ensemble des électeurs (sauf dans les Etats où le vote est obligatoire, comme la Belgique), mais sur l'ensemble des votants, c'est-à-dire des électeurs *inscrits* ayant effectivement participé à ce type de vote. Profitant de ce que les non-inscrits sont impossibles à compter par ceux qui lisent ces résultats, ceux qui les publient en suppriment ces non-inscrits ; et il n'est plus nulle part envisagé que l'abstention puisse n'être pas un incivisme, une irresponsabilité, mais une opposition, non pas à un parti politique, mais au principe du vote par lequel l'ensemble des

partis politiques se fait plébisciter. De plus, lorsque aucun parti n'a appelé à l'abstention, les abstentionnistes sont régulièrement anéantis dans le résultat. On dira : un tiers des Français, pour : un tiers des électeurs français inscrits votants, ce qui représente souvent moins d'un quart des Français en âge et en droit de voter. Cette désinvolture est encore alourdie par l'exclusion légale de tout vote "démocratique" des adolescents et des étrangers de nationalité, même habitant depuis toujours dans une localité où est parachuté un député.

En 1978 et 1979, sur ces bases, il y eut des élections générales au Liechtenstein, en France, Islande, Saint-Marin, Suède, Belgique, Espagne, Finlande, Royaume-Uni, Autriche, Canada, Italie, Luxembourg, Japon, Suisse, Danemark et Portugal, dans certains de ces Etats, deux fois ; et je ne parle pas ici des élections locales, des référendums, des "partielles", des élections aux chambres d'enregistrement, qui, toutes, parasitent presque autant la communication. De tous les grands Etats de l'Europe occidentale, seuls les USA et la RFA ne sacrifieront au rite qu'en 1980 ; quant aux diverses provinces de l'Europe de l'Est, où le spectacle de l'unanimité remplace celui du libre choix, les élections ont une fonction de faux témoignage plutôt que d'épuisement des foules, et il est donc indifférent qu'il y en ait eu ou non. L'apothéose enfin, est atteinte en juin 1979, où des élections au "Parlement européen" entraînent des élections générales simultanées dans les neuf Etats de la CEE.

Mais cette apothéose même marque le déclin du procédé. L'abstention y fut forte. L'oubli du résultat y a été encore plus rapide que dans les autres élections. D'une part l'alternance, de plus en plus rapide, use les différences entre les valets gouvernants, que les spectateurs confondent ; d'autre part, les problèmes techniques de gestion étant devenus mondiaux, les politiciens ne paraissent plus que subir, et subir les mêmes contraintes, quelles que soient les différences de leurs discours idéologiques, de leurs Etats. Aussi faut-il des doses de plus en plus fortes et écoeurantes de spectacle nationaliste et politique pour soutenir artificiellement l'intérêt de leurs élections. Mais c'est à fonds perdus : contrairement à la drogue, l'électoratisme ne crée pas d'accoutumance.

4) POLLUTION, SEPARATISME, TERRORISME

La décomposition du gauchisme révèle son conservatisme. Confronté à la critique du travail et de la survie, le gauchisme est devenu la faction polémique à l'intérieur du travail et de la survie, la justification mystique et triste d'un quotidien athée et pauvre. Le gauchisme, qui chipote tous les détails de l'existence, devient l'idéologie du mode d'existence le plus chiche. Il se satisfait dans l'insatisfaction. Ainsi, les falsifications généralisées de l'air et de la nourriture, conséquences de la falsification de la vie et de la communication, deviennent les poches de résistance dérisoires des récupérateurs sans emploi et des troupes battues de 1968. Car, sur ce terrain, les gauchistes reçurent un renfort inattendu et de taille : les derniers situationnistes, casseurs de l'Internationale. Lorsque le parti de la critique prétend que "La pollution et le prolétariat sont aujourd'hui les deux côtés concrets de la *critique de l'économie politique*", il élève la pollution au rang de malheur fatal à cette société. Mais l'industrie et le commerce ont toujours pollué ! Ce n'est que tout récemment que quelques narines délicates s'aperçoivent que ce grand corps chie, et s'en plaignent parce qu'elles habitent, pour ainsi dire, dans les latrines. Les plus conséquents de ces pourfendeurs de la propreté exigent donc que le grand corps redevienne petit, afin que sa merde redisparaisse de leur vue. Et ils exigent plus d'agriculture et moins d'industrie, plus de campagne et moins de ville, plus de bon sens et moins d'esprit. Certes, la falsification généralisée que chacun subit, empoisonne le présent, est hostile à l'homme. Mais qu'y a-t-il de plus hostile à l'homme que les conditions de son passé, aussi pur eut-il été ? Plus ils pensent que la pollution devenue visible peut engloutir l'essence dont elle est issue, plus ils mesurent son importance qualitative à son progrès quantitatif, plus ses adversaires sont conservateurs, et d'autant moins contredits que leur auréole situationniste ou gauchiste leur prête au contraire l'image de la négativité et de la contestation. Aussi, pollueurs compris, tout le monde est contre la pollution. Au plus tard après le référendum de novembre 1978 en Autriche, les gouvernements savent que cette peur sourde d'un environnement excrémental a gagné la majorité des pauvres ; à commencer par les valets eux-mêmes, soudain inquiets d'imaginer que les sommets rayonnants de leurs carrières pourraient être nappés de puanteur, leur future retraite dorée devenir un purgatoire où leurs sens seraient condamnés à la fadeur des ersatz.

L'information retentit maintenant de pétrole répandu, de manifestations d'écologistes, de chasses à l'aliment truqué. Voilà bien une phobie du vieillissement : la spectaculaire sur-évaluation de la pollution, c'est l'Europe, qui freine déjà le monde, s'effrayant encore de sa vitesse. Car à Lagos, Tunis, Managua insurgés et Téhéran révolutionnaire, où l'air et la nature sont aussi mauvais, les passionnants impératifs de l'histoire ne laissent que du mépris pour la nature. Voici les plus spectaculaires catastrophes qui agitent, horrifient et justifient les chevaliers de la nature propre et les nostalgiques de l'authenticité dans les choses, en 1978 et 1979 : le 16 mars 1978, le super-pétrolier Amoco Cadiz se brise sur les rochers bretons et perd 230 000 tonnes de pétrole ; le 9 janvier 1979, le super-pétrolier Bételgeuse explose au large de l'Irlande ; le 28 mars 1979, a lieu une fuite radio-active à la centrale nucléaire de Three Miles Island, à 50 kilomètres au nord de Washington : le 1er avril, 50 000 personnes sont évacuées ; le 3 juin 1979, c'est l'explosion d'un puits de pétrole dans le golfe du Mexique, qui répand 340 000 tonnes de l'eau bénite des économistes dans l'océan ; et c'est encore le pétrole qui est déploré, fêté, admiré lors de la collision de deux super-pétroliers au large de Trinidad, le 19 juillet 1979, causant la perte de 280 000 tonnes ; enfin, en Italie, les relents politiques font seulement entrevoir la dimension du nuage de dioxine échappé de l'usine chimique de Seveso, le 10 juillet 1976. Et je ne parle pas de cette rumeur populaire communément répandue, qui soupçonne les "grandes puissances" (aux essais nucléaires secrets) de dérégler le climat, comme la pilule dérègle les menstruations.

Parti brouter les plus verts pâturages, le petit peuple de gauche, qui partait déjà en week-ends, professe qu'il rêve de s'égailler dans la nature. Esclave à la ville, il rend la ville responsable de son esclavage. Méprisé à la ville, il prétend mépriser la ville. Aussi, sa première forme de rébellion contre les épais nuages d'esprit qui pèsent sur les vieilles villes d'Europe est une tentative de fuite, irrationnelle, parce que le mal de la ville n'étant pas décelé, il poursuit le fuyard au fond des campagnes. Pour mieux comprendre le monde, il veut moins d'intelligence dans le monde, pour mieux communiquer, moins de communication. La peur de l'esprit de la ville suscite une retraite vers l'absence d'esprit de la campagne, qui n'est plus que le garde-manger de la ville. La falsification des rapports dans la ville ne suscite pas le dépassement de cette falsification, mais, au contraire, exorcise le retour impossible à la situation préalable à cette falsification. Comme plus rien, ni dans la connaissance des pauvres, ni dans l'idéologie dominante ne justifie le magnétisme tyrannique des villes, leur

hiérarchie, leurs spécialisations, s'élève en réaction le séparatisme. De l'Ecosse à Chypre, du Pays Basque à l'Arménie, n'importe quelle province exige la conservation et la rénovation de son folklore, de son dialecte, de sa tradition, de son passé. Pourquoi les petites villes ne seraient pas les égales des grandes, pourquoi les provinces ne deviendraient pas des Etats indépendants ? Vive les Québécois, Bavarois, Bretons ! Et pendant que la piétaille régionaliste s'initie avec une ferveur poignante aux rites des siècles passés et au nationalisme de clocher, les derniers gauchistes professionnels s'organisent en Etats-Majors clandestins qui, non sans originalité, prennent le nom de Front de Libération Nationale. Car, petits, ils calculent qu'il leur sera plus facile de se mettre à la tête d'un petit Etat. Et voilà qu'il faut un Etat corse, un Etat basque, un Etat ceci, un Etat cela, à bas le colonialisme, à bas l'impérialisme ! Si votre village, celui de vos ancêtres, n'est pas un Etat indépendant, c'est parce qu'il est opprimé par le hameau voisin, colonialiste et impérialiste ! Minuscule rime avec ridicule.

Mais quand un Front de Libération n'a pas d'arrière-pays, comme c'est la règle en Europe, pour monter une guérilla sandiniste, il est réduit à poser des bombes, à assassiner des individus. Le terrorisme est d'abord une guérilla faible. En 1978 et 1979, le terrorisme semble devenir définitivement un monopole d'Etat. Et les polices d'Etat (colonialiste ! impérialiste !) y achèvent d'infiltrer ces sous-guérillas séparatistes, moins pour les exterminer que pour les perpétuer comme ennemi spectaculaire, désigné et justifiant toutes les mesures d'exception. A l'écrasement de la vieille bande à Baader, fin 1977, succède en 1978, la mise en scène de l'assassinat de Moro ; et toute la négativité, encore si vive l'année passée, des ouvriers et jeunes Italiens, est noyée sous une cascade de procès, d'arrestations et d'abus policiers, encore jugés insuffisants dans l'hystérie anti-terroriste qui s'est emparée de l'Italie. Et déjà l'indépendance des terroristes les mieux implantés, irlandais et basques, ressemble à l'archaïsme désespéré de l'artisanat face à l'usine. Enfin, le 17 juillet 1978, à Bonn, une conférence a lieu contre la piraterie aérienne ; le 4 août, les Etats européens abolissent l'asile politique pour terroristes (ce qui ne manque pas de culot, puisque, en trois occasions différentes depuis le début de 1978, la RFA a donné l'asile politique à des détournés d'avion des pays de l'Est) ; et le 10 septembre 1978, à Vienne, une nouvelle conférence établit les premiers contacts officiels entre les polices d'Autriche, de Suisse, d'Italie, de RFA et de France : restées secrètes, les conclusions de cette conférence porteront leurs plus

beaux fruits deux ans plus tard. L'Internationale terroriste, pendant secret d'Interpol, est née.

5) IRLANDE DU NORD

L'Irlande du Nord est une crampe qui expose à l'anatomiste curieux beaucoup des vieux muscles de la vieille Europe. C'est d'abord, figée, une dispute ancestrale dont les frontières ont été tracées avant la naissance des actuels combattants ; c'est ensuite un caractère tétanisé, borné, étroit, anti-historique, la pourriture de la vieillesse transformant en son contraire les forces vives de la jeunesse qui l'alimentaient au premier symptôme. Son pus sinistre macule les consciences : c'est une émeute larvée, mais pas une émeute moderne, spontanée et sans chefs, au contraire un fantôme d'émeute, sans défaite ni victoire, perpétuel comme une religion, triste comme l'ennui ; c'est aussi une guerre d'Etat, larvée également, occupant deux armées, toutes deux sur la défensive, l'une défendant l'Etat britannique, l'autre défendant la prétention indépendantiste étatique d'une province, chacune justifiant l'autre.

L'IRA (Irish Republican Army) est le muscle central de la crampe. Il relie tous les autres, dans la douleur. C'est l'ancêtre des guérillas sandinistes du monde entier. Les séparatistes anti-colonialistes, anti-impérialistes, qui le composent, n'ont pas senti comment le monde avait remplacé ses tissus usés par des prothèses manipulées à distance. Paralysant les gueux d'Irlande, ils ont donné des armes aux valets du Royaume-Uni.

L'Ulster est une des quatre provinces d'Irlande. L'Irlande du Nord contient six des neufs comtés de l'Ulster. Environ un cinquième des habitants de l'Irlande est protestant, et environ un tiers des habitants de l'Irlande du Nord est catholique. De sorte que si l'Irlande du Nord était intégrée dans l'Etat d'Irlande les protestants y seraient une minorité au même titre que les catholiques le sont actuellement en Irlande du Nord. Tant que les Irlandais du Nord sont divisés selon leur confession, la guerre y durera. Mais les armées qui mènent cette

guerre sacralisent cette division. A Belfast, les quartiers de chaque religion sont séparés militairement. On naît dans l'une des religions, de l'un des côtés du barbelé, et il n'y a jamais de conversion. Grâce à l'IRA, à l'armée britannique et aux corps paramilitaires protestants, l'athéisme passe pour trahison.

En 1921, après plusieurs épisodes semi-légendaires, la République d'Irlande obtint une semi-indépendance au prix de la partition de l'île. L'IRA vota contre cette partition que les politiciens irlandais, soit qu'ils eurent l'impression que l'IRA ne pouvait plus longtemps soutenir la guerre, soit qu'ils craignaient que les chefs de l'armée ne les éclipsent si elle durait, entérinèrent cependant. Chacune dotée d'un parlement autonome, les deux Irlande se reconnurent, celle du Sud, république catholique, celle du Nord à majorité protestante, région autonome du Royaume-Uni. En mai 1922, l'IRA fut interdite au Nord.

En 1969, l'armée britannique est envoyée séparer les bandes unionistes (paramilitaires loyalistes, c'est-à-dire loyaux à la couronne d'Angleterre) et les provos (Provisional IRA ou PIRA, c'est-à-dire IRA provisoire en Irlande du Nord). Plus que partielle, l'armée britannique pense ramener l'ordre en éliminant cette IRA clandestine. Mais l'IRA est difficile à débusquer dans les quartiers catholiques. En 1971, la loi de l'"Internment" va donc permettre d'arrêter les suspects. Un millier de personnes, dont très peu de provos, se retrouveront internés dans des camps. Mais Belfast et Derry se hérissent de barricades et leurs quartiers catholiques deviennent des "no-go areas", c'est-à-dire, interdits à l'armée et la police ; jamais l'IRA n'a été aussi populaire que grâce à cette loi impopulaire. Et le 30 janvier 1972, à Derry, l'armée tire dans une manifestation catholique interdite : 13 morts. C'est le "Bloody Sunday". L'indignation s'étend jusque dans les rues d'Irlande du Sud, et au Parlement de Londres le ministre de l'Intérieur est giflé par une députée d'Irlande du Nord, la célèbre Bernadette Devlin, alors à deux doigts de confisquer toute l'attention. Le gouvernement de Londres est obligé de suspendre le Parlement de Belfast (ce "Stormont Parliament" était exécré par les catholiques, car la représentation y étant proportionnelle, la majorité était toujours protestante). Mais l'IRA rend la politesse au gouvernement : le 21 juillet 1972, 26 bombes explosent dans le centre de Belfast (11 morts dont 9 civils). C'est le "Bloody Friday". Whitelaw, ministre pour l'Irlande du Nord, se frotte les mains, Friday efface Sunday. Dix jours plus tard, l'armée reprend en force et pratiquement sans résistance (2 morts), les no-go areas catholiques. "L'IRA était informée de

l'opération et estima qu'il était tactiquement plus sage de se retirer provisoirement des bases ...", tellement Bloody Friday avait ôté de sympathie à ces pré-sandinistes, alors plus maladroits que cyniques.

Sur fond chronique de pièges, d'infiltrations, d'assassinats et de bombes, s'essayent des bricolages politiques. En mai 1974, après que la province ait voté son maintien au Royaume-Uni (abstention catholique), un agglomérat modéré "interconfessionnel" qui l'administre se réunit à Sunningdale avec des représentants des Etats d'Irlande et du Royaume-Uni. De cette conférence naît un "Council of Ireland" avec 7 conseillers du Nord et 7 du Sud, et donc une majorité catholique pour une pré-unification factice. Par conséquent, le syndicat loyaliste UWC appelle à la grève, qui dégouline jusqu'au Sud. Le nouveau ministre travailliste pour l'Irlande du Nord, Merlyn Rees, décrète l'Etat d'Urgence. Deux semaines de grève font tomber les accords de Sunningdale à la même poubelle où le Bloody Sunday avait fait tomber le "Stormont System". Et les anti-impérialistes s'arrachent les cheveux pour concilier dans leurs analyses cette grève ouvrière contre leur guérilla préférée. Mais, lorsqu'en mai 1977 les manipulateurs protestants lanceront une grève analogue pour un retour au "Stormont System", celle-ci échoue, et c'est la grève comme arme politique qui rejoint la poubelle de l'impopularité et des fautes de chefs de parti. Car entre-temps les valets travaillistes ont contre-attaqué efficacement. Peu après avoir aboli le statut politique pour les prisonniers appartenant à l'IRA, Rees, promu, est remplacé par Roy Mason. Ce nouveau coquin fait sienne la maxime principale de son prédécesseur : l'Irlande du Nord est une affaire de "law and order", pas une affaire politique, mais une affaire de police. Aussitôt, il introduit le SAS (Special Air Service), groupe chargé d'infiltrer, mais aussi d'assassiner les membres de l'IRA ; puis soutient les "Peace People", éphémère groupe suce-média, qui demande le désarmement des para-militaires protestants et de l'IRA, pour laisser seules maîtresses de la place, la police et (un peu en retrait) l'armée britanniques. Ces concurrents artificiels du spectacle de l'IRA disparaîtront bientôt après avoir obtenu leur prix de la honte, le Nobel de la Paix, en octobre 1977. Apprenti utilisateur du spectacle, Mason réussit aussi bien en faisant venir la Reine d'Angleterre en août 1977 : cela lui permet de voler la vedette, d'arrêter 800 personnes et de soutenir par cette provocation que la province est déjà à moitié pacifiée. Les résultats le prouvent. En 1977, il y a le plus petit nombre de tués depuis 1970, 112 : déjà trop peu pour une guerre, mais encore trop pour une paix.

De tour d'assaut mobile, l'IRA, depuis longtemps est devenue un monument fixe, en dur. La pensée s'y est réduite à la lumière qu'on a derrière une meurtrière. Le but avoué de l'IRA a toujours été que l'armée britannique quitte le sol d'Irlande. Car son but inavoué est de la remplacer. Donc, il ne faut surtout pas que l'armée britannique quitte Belfast faute d'emploi. Il faut que l'IRA la chasse, rien ni personne d'autre. Aussi, lorsque le score tombe à 112 morts, le but avoué de l'IRA s'est inversé : que surtout l'armée britannique reste ! Ces jacobins jacobites, qui ne peuvent pas gagner la guerre contre l'Etat britannique, et probablement pas même contre la majorité protestante d'Irlande du Nord, ne la font plus durer que pour faire durer la croyance qu'ils peuvent la gagner. Tour romaine en terre barbare, l'IRA, ruine du passé, sépare toujours les pauvres d'Irlande du monde moderne. Car l'IRA est d'abord un mythe. C'est la convivialité gaélique du XIX^e siècle industriel, qui sent fort les relents de pub, les épaisses bières brunes, les lourds chants de guerre et la solide témérité de ses Stephen Dedalus par milliers. Mason est un valet moderne. Quand il dit qu'il faut expugner l'IRA comme le dentifrice hors du tube, Mason ne jette pas le tube, qui est le mythe, l'enveloppe, le nom de l'IRA. Cette tour de contrôle de l'Irlande, il veut la garder, la rénover, l'utiliser. 112 morts par an, dans une province décentrée, pour une guerre à laquelle le monde s'est résigné, sont une marge aussi avantageuse pour un gestionnaire de l'ordre public qu'une caisse noire pour un policier des finances.

Le nombre de tués tombe même à 81 en 1978, dont 31 seulement au total des diverses forces armées britanniques. Les SAS s'infiltrèrent au point de complicité entre la vieille IRA et sa base arrière populiste et pauvre. "Les "Provos" parvinrent à s'établir comme "police" dans les ghettos catholiques/nationalistes" se félicite stupidement un de leurs admirateurs d'un changement qu'il approuve avant de l'avoir compris. Massivement dénoncée, la vieille IRA tombe : 497 arrestations dans les six premiers mois de 1978 ; une nouvelle IRA s'organise alors, à cause de l'infiltration, mais après l'infiltration. Et il y a donc fort à parier que les agents britanniques (infiltrés) ont participé sinon même initié cette réorganisation. L'essentiel de cette opération est la constitution de cellules de 2 ou 3 membres chacune dont un seul est mis au courant d'un coup projeté. En d'autres termes, la hiérarchie est renforcée, et l'organisation devient hermétique au milieu ambiant, les pauvres d'Irlande.

En dix ans, les prisons d'Irlande du Nord sont passées de 750 à 2 500 prisonniers de droit commun : cette différence mêle,

indistinctement, la réorganisation de l'IRA et les effets de la généralisation mondiale de la délinquance. Toute la vieille IRA, désormais en prison, va y faire la preuve de cette vieillerie en essayant de rétablir cette distinction. Une longue et dure campagne commence pour le rétablissement du statut spécial aux prisonniers ex-guerilleros. La mort de Bobby Sands (et de ceux qui l'ont suivi) en 1981 aurait donc été nécessaire aux manipulateurs de la nouvelle IRA, qui craignaient à juste titre que cette vieille garde ne s'aperçoive, hors de la prison de Maze, ce qu'était devenue l'IRA. Le "suicide" de Sands, comme le "suicide" de Baader, profite d'abord au spectacle, et répète la limite de l'impuissance de la RAF dans la fin de l'IRA traditionnelle, rétrécie à n'être plus qu'un groupe terroriste malheureux en prison. Autre signe d'un temps rigoureux : en janvier 1979, à cause d'un froid inhabituel et d'une non moins inhabituelle grève de camionneurs, pour la première fois un Etat d'Urgence (de 72 heures) est décrété dans la province, sans aucun rapport avec la guerre spectaculaire dont elle est le site spécialisé. En remaniant l'IRA le gouvernement veut prouver qu'elle y a perdu jusqu'à l'exclusivité du déclenchement de l'Etat d'Urgence. Mais, pour d'autres raisons, cette grève participe fortement à la chute du gouvernement travailliste en mars, jetant soudain le désarroi sur l'IRA rénovée : si les Conservateurs gagnent les élections du 3 mai, le ministre pour l'Irlande du Nord sera celui du cabinet fantôme de Thatcher, Neave. Soit qu'il n'ait pas été tenu au courant, soit qu'il soit opposé à cette réorganisation, Neave est un partisan de la confrontation classique avec l'IRA. D'ailleurs, la vieille IRA, pas moins folle depuis son internement, se félicite bruyamment de l'arrivée de ce conservateur, dont elle espère la fin de la politique de "pacification" de Mason et la reprise de la guerre. Neave est assassiné le 30 mars. Ce n'est pas encore la nouvelle IRA qui commet le coup (se prétendant une armée, l'IRA s'est toujours interdit d'assassiner des civils), mais une INLA, scission récente de l'IRA. Enfin, en mai 1979, l'IRA publie un "rapport Glover" du "British Army Intelligence Staff" sur l'évolution du terrorisme jusqu'en 1983. Cette démarche singulière serait tout à fait à mettre au crédit de l'habileté de l'IRA à s'infiltrer dans "l'intelligence" ennemie, si l'IRA avait critiqué ou ridiculisé ce rapport. Mais, comme au contraire, toutes ses conclusions sont présentées comme vraies, c'est donc plutôt l'Intelligence britannique qui présente à ses collègues d'Europe l'état d'infiltration qu'elle a atteint dans l'IRA et qui lui permet déjà de s'en servir comme porte-parole.

Le rapport commence par souligner que, même si l'IRA a perdu beaucoup du soutien catholique en ville comme en campagne, il existe

encore des zones où elle ne risque pas d'être trahie, ce qu'aucune autre organisation en Irlande du Nord ne peut revendiquer. En clair, même si la vieille IRA est marginalisée, il est encore impossible avant longtemps de la supprimer complètement, car trop de pauvres y sont encore attachés au point qu'elle seule peut les policer. Ainsi, l'IRA continuera à pouvoir (et même à devoir) recruter dans ce vivier. Par ailleurs, le rapport souligne que la base de Provisional IRA n'est plus composée de hooligans, mais de militants disciplinés, qui ont dix ans d'expérience ; et deux phrases en forme de programme : "... we expect PIRA may become gradually more influenced by overseas terrorist groups" et "Propaganda considerations will frequently dictate PIRA strategy, both in avoiding action that would alienate public opinion and in mounting spectacular attacks that would capture the Press headlines." Si l'IRA n'est pas manipulée, une police responsable doit donc lui faire endosser des actions impopulaires auprès des catholiques mêmes (très facile), et interdire à la presse de parler d'elle à la "Une" (difficile mais pas impossible). Mais le rapport Glover est un manifeste, la publication des bans entre la nouvelle IRA de Mason et la nouvelle administration de Thatcher, débarrassées de l'anachronique Neave qui, pour entamer son nettoyage musclé, avait justement exigé par avance le silence de la presse.

Le 27 août 1979, les responsables du rapport passent de la théorie à la pratique. Lord Mountbatten, amiral, ex-commandant en chef interallié pour l'Asie du Sud-Est, dernier vice-roi de l'Inde explose avec son yacht et trois personnes dans la mer d'Irlande. Quoique son passé fut militaire, ce n'est pas l'ex-soldat, symbole de "l'impérialisme britannique" qu'assassina l'IRA dans ce vieillard de 79 ans ; mais l'oncle de la reine, la garantie de la une des journaux. Et quelques heures plus tard, le même jour, à Warrenpoint en Irlande du Nord, deux bombes font sauter 18 soldats britanniques, justement du même régiment qui avait tiré sur la foule lors du "Bloody Sunday". Alors que l'attentat contre Mountbatten, pour un facile mais abondant salaire publicitaire, offense le vieux principe de la vieille IRA de ne s'en prendre qu'à des cibles militaires ou policières, celui de Warrenpoint, le plus important jamais réussi par l'IRA contre des soldats britanniques, fait accepter l'assassinat du vieillard décoratif à la vieille garde dupée, qui du fond de sa prison chantera même en souvenir du "Bloody Sunday" : "13 not forgotten, we got 18 and Mountbatten." Cette arrivée fracassante de Thatcher dans le terrorisme d'Etat, comme productrice du comeback inespéré de l'IRA, a des retombées immédiates : 1 000 policiers supplémentaires sont embauchés en Irlande du Nord, et le Premier ministre Lynch accorde

le droit de poursuite aux hélicoptères britanniques en Irlande du Sud. Alors que la campagne contre les conditions des prisonniers s'amplifie, le SAS aidera bientôt les para-militaires protestants dans les attentats contre les catholiques qui n'ont pas encore compris à quoi sert l'IRA (comme Bernadette Devlin blessée en janvier 1981) ou ceux qui menaceraient de le dire (comme Myriam Daly chef de l'IRSP, aile politique de l'INLA, tuée en été 1980), ce qui en retour va justifier pourquoi l'IRA s'en prendra désormais également à des personnalités non-combattantes.

Enfin, le néo-pape contourne le néo-terrorisme. Encore peu familier des nouvelles techniques policières, il prétexte le double coup du 28 août pour punir l'Ulster, déjà punie de la présence de tant de polices, de son absence. En masse et en aveugles, les pauvres du Nord vont donc se déplacer pour aller applaudir son spectacle. Décalés par une défaite perpétuelle qu'aggrave cependant le temps, ils n'ont visiblement pas vu les récentes manoeuvres de leurs ennemis, et n'en sont pas encore revenus.

6) DERNIERE LUTTE DE CLASSE AU ROYAUME-UNI

a) Labour's love's lost

Comme en Irlande du Nord, où il fournit le plus antique séparatisme armé contemporain, le Royaume-Uni enorgueillit du plus ancien mou-vement ouvrier du monde ; mais comme l'ancêtre des séparatismes s'était recroquevillé en un terrorisme vétuste, l'ancêtre des mouvements ouvriers s'est répandu avec une incontinence de croulant ; et comme les nécessités de l'Etat moderne exigèrent la rénovation secrète de l'IRA, les ravages de l'esprit du monde cassent la vieille économiste classe ouvrière. L'ultime levée de cette catégorie idéologique sera comme le dernier plaisir d'un vieillard : paralysie, surdité, cécité, urgence, bave aux lèvres et toute l'impuissance accumulée en un siècle d'érections vaines ; et toute la dévastatrice puissance d'une progéniture qui en naît, orpheline à l'aube d'un siècle que nous la voyons déjà submerger de sa fécondité.

L'organisation ouvrière au Royaume-Uni est antérieure à la rédaction, dans le même royaume, du Capital de Karl Marx. Ce n'est pas un parti, tuteur sévère, qui d'abord s'attaqua à la discipline des ouvriers, mais le TUC, un syndicat, un faux-frère. Ce frère TUC (Trade Union Congress), qui a grossi et vieilli et vieilli et grossi, a développé la mollesse et la mesquinerie du fonctionnaire, le regard fuyant et la voix vindicative du bureaucrate, le mensonge et la lâcheté du politicien au-delà de toute caricature drôle. Tous les ans, la première semaine de septembre, dans une pantomime aussi vulgaire qu'ennuyeuse, Frère TUC réunit ses syndicats, dont il est le gouvernail : on y chante, on y sermonne, on y vote, on y prie. Presque tous les syndicats britanniques sont affiliés au TUC, et le plus grand d'entre eux, le TGWU, ne compte qu'à peine plus de 10 % de tous les syndiqués du TUC. Le Congrès élit un Conseil Général du TUC. Ce Conseil ne participe lui-même plus depuis longtemps aux négociations entre patrons et ouvriers ; car Frère TUC préfère papoter avec les gouvernements autour d'une tasse de thé. Frère TUC fait de l'économie, pas de sabotages, Frère TUC fait de la politique, pas des conflits, Frère TUC fait de l'économie politique, pas sa critique.

La seule grande bataille du TUC fut sa seule grande défaite. La grève générale de 1926 apprit à ce cerveau syndical qu'il avait été trop hardi de se battre avec les ouvriers dans le dos, et aux ouvriers britanniques, qu'ils avaient été trop timorés de se battre avec ce gras bouclier de saindoux sur le ventre. Et alors que le TUC se jura de ne plus jamais sortir de la légalité, les ouvriers britanniques se jurèrent d'en sortir à chaque fois qu'il faudrait gagner. C'est en cette profonde scission du mouvement que se situe la défaite du TUC en 1926. Au plus tard entre 1939 et 1945, ces résolutions devinrent des évidences : le gouvernement interdit la grève pour cause de guerre ; des nombreuses grèves qui eurent lieu quand même, le TUC n'en soutint aucune. Cela devint encore plus flagrant lorsque le parti Labour (travailliste) accéda au gouvernement en 1945, puis en 1964. 85 % du budget, et la campagne électorale de la moitié des députés du Labour sont financés par Frère TUC. "Labour is nothing without the Trade Unions, but the Trade Unions can survive without Labour." Dans une société où la vie est considérée comme rien par rapport à la survie, cette phrase est tout un programme de vérité et de contradiction, si l'on traduit labour non pas par parti travailliste, mais par son sens commun, travail : le travail n'est rien sans les syndicats, mais les syndicats peuvent survivre sans travail.

Plus Frère TUC manipule son filleul Labour, plus son épaisse soutane idéologique se retrousse. Plus la couverture syndicale réchauffe gouvernements et partis politiques, plus elle laisse les ouvriers à l'air. Dans les décennies 1950 et 1960, les grèves sauvages se généralisent, en dépit des lois contre elles, inefficaces parce qu'elles n'osent pas les reconnaître. Les bases syndicales, les "branches", pourrissent : de l'aveu même du tronc, il n'y a plus que 5 % des syndiqués qui assistent à leurs réunions mensuelles. C'est que, depuis la racine, dans le conflit sauvage, les ouvriers ont recouvert de leurs propres pousses vivantes ces branches mortes. Le shop steward, à l'origine collecteur de cotisations du syndicat, statutairement inapte à négocier, est devenu, dans la grève sauvage, le délégué souvent révoqué des grévistes. Les 250 000 shop stewards, dont 4 % seulement ont acquis l'ignoble statut de permanents, sont presque tous syndiqués, mais difficiles à politiser par la direction du syndicat, et presque impossibles à exclure, étant le dernier pont suspendu entre cette direction et les ouvriers ; et eux-mêmes sont bien plus anxieux des assemblées ouvrières où ils rendent compte, que des hiérarchies syndicales qui se perdent au-delà des nuages de la politique gouvernementale : "Shop stewards are pushed into taking up office by members' pressure ; only a minority actually seeks the job."

Le syndicat, comme une dent de sagesse partie de biais, a poussé dans le gouvernement, les partis, la loi dont il demeure une espèce de nerf, coincé et anesthésié, vivant cependant, à en juger par sa peur des coups. En contournant cet obstacle, les ouvriers britanniques s'y sont frottés et y ont attrapé les shop stewards. Dans la perspective d'un conflit entre l'Etat et la classe ouvrière se dessine cette figure digne du Cirque de Moscou : le gouvernement en équilibre instable sur Frère TUC, en équilibre instable sur les shop stewards, en équilibre instable sur la base ouvrière. L'autorité et la hiérarchie ont ainsi perdu en stabilité ce qu'elles ont gagné en poids ; et pour continuer l'analyse de cette construction abstraite, la base ouvrière, si elle peut tout faire tomber d'un mouvement d'épaule, peut aussi s'effondrer, les épaules brisées, sous ces couches superposées.

Les proportions du divorce entre ouvriers et syndicats sont devenues les suivantes : entre 1972 et 1979, aucune année les grèves "officielles" n'ont atteint 8 % du total des grèves ; c'est-à-dire que 92 % des grèves, au moins, sont "inofficielles", pour ne pas employer l'exact synonyme "sauvage", qui sonne si virulent. Et sur le minuscule nombre de grèves soutenues par un syndicat, presque toutes le sont en cours de route. Seules les grèves de 24 heures, pour épuiser les

ouvriers, et les grèves longues, pour les y freiner et pour ne pas aggraver le discrédit, entendent retentir les peu prodigues tirelires de ces organismes invertébrés. Comme une revendication fait travailler les permanents du syndicat, au Royaume-Uni comme dans le monde entier, les permanents du syndicat sont contre les revendications.

Pourquoi alors les ouvriers restent-ils syndiqués ? La première raison est que les ouvriers sont myopes et n'entendent que rarement leurs perspectives au-delà de leur champ visuel (qui, cependant, dans la télévision, la publicité marchande et le tourisme de masse commence à se détraquer) ; la seconde est que les ouvriers sont conservateurs (rien à voir avec le Parti Conservateur) et que les syndicats flattent ce conservatisme ; la troisième est dans la loi du closed shop. Le closed shop signifie que dans une entreprise l'affiliation au syndicat est condition impérative de l'embauche. Cela permet au syndicat d'être le seul interlocuteur du patron, et au patron d'avoir un seul interlocuteur, le syndicat. Comme le patron, le syndicat y a ainsi pouvoir de licencier. Sur 24 millions de salariés britanniques, 12 sont syndiqués, 5 en closed shop.

En 1970, le parti Conservateur revient au gouvernement avec un mandat hémostatique. Au bout de six mois, son chef, Heath, a posé un garrot : dans l'Industrial Relation Act (une IRA de plus), les syndicats sont rendus responsables des agissements de leur base turbulente, par conséquent des grèves sauvages ; le closed shop est prohibé ; les grèves de soutien, les conflits portant préjudice à des tiers non concernés et les grèves "gravely injurious to the national economy" et "threatening the health of the population" sont interdites ; enfin, des "provisions against unfair dismissal" sont promises aux employés, mais pas aux syndicats. Le garrot est posé du mauvais côté de la plaie : la loi est nettement anti-syndicale, pas anti-grève. Hypocrites et pudiques, les valets britanniques ont toujours refusé d'admettre publiquement l'omniprésence de la grève sauvage, la contradiction entre syndicats et grèves. Le parti Conservateur, lassé par la longue impuissance des syndicats, les voit comme un poids mort entre les lignes, dont les grévistes se servent de bouclier. Pour Frère TUC, au contraire, la seule manière de vaincre la grève sauvage est de la récupérer. Il faut donc des syndicats encore plus forts, toute liberté aux syndicats, le parti des syndicats aux affaires. Ainsi, chacune des deux tendances de valets, pour n'avoir pas à affronter de face leurs ennemis communs, les gueux du Royaume-Uni, prétend devoir d'abord vaincre l'autre. Ce mensonge, qui ira jusqu'à la démagogie la plus débridée, a beaucoup plus nui, intéressante exception, à ces deux

partis qu'à leurs ennemis. Car c'est sa lâcheté qui a réellement été le bouclier de la grève sauvage, et son acharnement qui a interdit toute récupération d'un mouvement dont les progrès se dérobaient à la visibilité. Deux ans après 1968, l'arme de l'occupation d'entreprise a traversé la Manche ; et les gré-vistes britanniques généralisent celle, encore plus offensive, des piquets volants (ou secondaires) qui paralysent les fournisseurs et les clients de leurs employeurs. Les ouvriers du Royaume-Uni ne sont plus fair play. Le mal honteux n'est plus bénin, la grève sauvage est devenue encore plus sauvage. Le jeu n'est plus contenu par des règles établies par gouvernement, patronat, syndicats.

Lorsque, le 9 janvier 1972, commence la grève des mineurs, Heath et TUC n'ont pas encore compris. Pour gérer le Royaume-Uni, Heath veut en réduire l'inflation, et pour réduire l'inflation son gouvernement a décidé que les salaires n'augmenteraient pas de plus de 8 % . Quant à Frère TUC, sa principale préoccupation est l'abolition de la loi contre les syndicats. L'hiver est doux, les stocks de charbon sont abondants et c'est le syndicat (NUM) qui a lancé la grève. Mais les mineurs débordent le syndicat : à travers tout le Royaume-Uni leurs piquets bloquent les stocks de charbon, bloquent par là même toutes les entreprises qui s'en servent. Les mineurs sont populaires. Lorsque la police essaye de briser les piquets, ceux-ci sont grossis par les ouvriers locaux. Dans la bataille décisive de Saltley, près de Birmingham, 700 policiers se trouvent soudain face à un piquet de 10 000 personnes, et le gouvernement face à une offre de guerre civile. Heath est obligé de recevoir une délégation de la base à Downing Street, et cette grève devenue sauvage cesse : 20 à 22 % d'augmentation pour les mineurs. Derrière, c'est la ruée. Chaque corporation, dockers et cheminots en tête, prend conscience qu'il suffit de contourner le syndicat, et que, pouvant immobiliser tout le pays, elle aura autant. En juillet, "une vague de grèves sauvages déferle sur le pays. La radio et la télé annonçaient d'heure en heure de nouvelles actions, de nouveaux désordres, de nouveaux conflits sociaux. Le 26 juillet on ne pouvait guère plus douter que la grève générale sauvage à la base était en marche ... La tactique était la même que celle utilisée avec succès par les mineurs au début de l'année : les brigades volantes de combattants étaient sur les routes pour expliquer dans tous les coins du pays la lutte du prolétariat." Mêmes moyens, mêmes résultats : même Etat d'Urgence, même intervention policière, même mobilisation de solidarité, même menace d'insurrection, même retraite du gouvernement.

Frère TUC commence à comprendre, quoique se réjouissant encore davantage des déboires de son rival, que s'inquiétant des insolents succès de ses ennemis à la base. Cajo Brendel rapporte ces propos du secrétaire-général du TUC, Vic Feather, s'adressant au gouvernement : "Vous feriez mieux de nous laisser le soin de gouverner la classe ouvrière au lieu de chercher à le faire vous-même avec cette loi bâtarde et peu commode. Notre tactique est meilleure. Faites-nous confiance pour endiguer la classe ouvrière. Nous sommes des spécialistes." Le malheur des valets est que même lorsqu'ils hasardent quelque vérité ils ne sont plus crus. Le malheur des valets britanniques est qu'ils sont vieux, bourrés de traditions, bardés d'oeillères. Heath ne comprend toujours pas. C'est pourquoi il va rester au gouvernement encore un an et demi après sa défaite décisive, comme s'il était vainqueur, comme s'il ne s'était rien passé. Quant aux vainqueurs, les sauvages ouvriers britanniques, rassasiés de toutes les hausses de salaire qu'ils ont voulues, ils vont faire un an et demi de sieste, rotant paisiblement au visage des insectes politiques qui s'agitent autour de leur incompréhensible sommeil.

L'hiver 1973, sans respect pour une forte augmentation du prix du pétrole, une forte inflation et une augmentation du chômage, les mineurs se remettent en grève. En février 1974, Heath, qui est vraiment un imbécile, appelle à des élections anticipées, avec au menu la seule question qu'il n'aurait jamais du poser, parce que jusqu'au moment de la poser, il en représentait la réponse : "Qui gouverne le pays ?" En y réfléchissant, même au fond de l'abrutissement auquel transforme le vote dans une "démocratie occidentale", les pauvres du Royaume-Uni convinrent que c'était tout le monde sauf l'imbécile, et plus exactement, en se regardant dans la glace, personne.

Personne arriva donc au gouvernement, maquillé en Labour, et traîné là de force par Frère TUC encore moins fier que d'habitude, mais débordant de la satisfaction des saints hommes. Frère TUC passa un an à réaménager les bureaux, à abolir la loi (IRA) et à fortifier Balourd à coups de grandes claques dans le dos. Il faut dire que Labour, bien usé depuis 1945, claquait du dentier : comme en 1972, les ouvriers sortis de leurs cavernes, s'offrirent une orgie salariale pantagruélique et obtuse au point de mépriser les plus élémentaires lois de l'économie et les plus élémentaires considérations de classe : comme en 1972, c'était chaque corporation pour soi et merde au monde. A l'orgie succéda le rot, et au rot, la sieste.

C'est le moment, Frère TUC, de faire tes preuves. Jack Jones (en 1976, un sondage réfléchit la lucidité désabusée de l'électorat abusé : à

la question, qui est l'homme le plus puissant du pays ?, 34 % répondent James Callaghan, Premier ministre élu, et 52 %, Jack Jones, secrétaire-général du TUC) présente son programme au titre rousseauiste de "Contrat Social". Ce "Contrat Social" est exactement la politique de l'imbécile Heath moins la loi contre les syndicats. Au lieu que ce soit le gouvernement Conservateur qui fixe le plafond des salaires, ce sera désormais Frère TUC. Pour 74-75, il propose 10 % de maximum. La bête, dans son sommeil, tire un peu sur la laisse : "Phase One", en 75-76, tolère donc 14 % . Rien, la bête dort, Frère TUC vous l'avait bien dit, lui seul est capable de la museler. "Phase Two", 76-77, ramène donc l'augmentation maximum à 5 % . Cette année-là les salaires augmenteront effectivement de 6, mais les prix de 18 % ! La bête ronfle dans un sommeil bienheureux, rousseauiste. Mais les effets de ses dégâts lors de sa dernière orgie arrivent aujourd'hui dans la gestion. Le FMI convoque gouvernement Balourd et Frère TUC, tire les oreilles au premier : vous appelez ça tirer sur la laisse ? et tente de raisonner le second. Car imperceptiblement le ronflement ouvrier s'est mué en grognement, et au même rythme l'angoisse remonte les hiérarchies syndicales, qui changent de chefs (Moss Evans remplace Jack Jones) et commencent à trouver dangereuse la politique anti-inflationniste que le gouvernement continue : pour 77-78, un nouvel accord de 10 % est endossé péniblement, des sanctions sont annoncées contre les entreprises qui négocieraient au-delà. Vaine menace : en juillet 1978, les prix ont pris 8, les salaires 16 % .

La faiblesse de Frère TUC est qu'il est plus peureux que raisonnable, parce qu'il dépend des irresponsables. Le gouvernement Labour, au contraire, nage au milieu des valets, au milieu des responsables de la gestion, au milieu des professeurs de raison. La faiblesse des gouvernements britanniques, de Heath comme de Callaghan, c'est que la trouille des syndicats, ils la croient due à la lâcheté et non pas à la menace. La misère de Frère TUC est que dès que sa base commence à être gagnée par le grognement ouvrier, il ne peut plus soutenir son propre "Contrat Social", face à sa propre créature gouvernementale qui, chapitrée tous les jours par l'opposition Conservatrice, les gouvernements de ses alliés et le FMI, reste contrainte à respecter sa part de marché. Ainsi Frère TUC et Labour vont se retrouver divisés par la levée des gueux du Royaume-Uni.

En 1972 et 1974, l'amour du travail s'est perdu, au Royaume-Uni. La classe ouvrière, scindée de ses organisations, syndicat et parti, s'est battue en tant que classe ouvrière, mais non

organisée, effilochée corporativement, a d'abord fait céder, puis renversé, le gouvernement. Le concept de classe ouvrière est un concept économiste. Or le concept de classe ouvrière n'est pas une pure idée, il existe bien en pratique une classe ouvrière, non pas parce que les économistes ont raison en théorie, mais parce que pratiquement ils ont organisé les ouvriers en classe. C'est un mensonge religieux des organisateurs de la classe ouvrière de prétendre partout, envers et contre tout, que la classe ouvrière s'est organisée elle-même (Marx seul avoue franchement cette usurpation, avant de la magnifier : "Notre mandat de représentants du parti prolétarien nous ne le tenons que de nous-mêmes, mais il est contresigné par la haine exclusive et générale que nous ont vouée toutes les fractions du vieux monde et tous les partis"). Ainsi parti et syndicat sont véritablement le fondement de la classe ouvrière : ils la forment, dans tous les sens du terme. Comme le sable n'est pâte de sable que moulé par le seau, les ouvriers ne sont classe ouvrière que moulés par le syndicat et le parti. Le policier Lénine l'a toujours prouvé à ses détracteurs théoriciens, qui présupposaient pieusement une classe ouvrière messianique au seau du parti et du syndicat, par la pratique. Dans la Russie de 1917, où il n'y a pas d'ouvriers, contrairement aux idéologues économistes qui croient qu'une classe ouvrière va se diviser des autres pauvres par la seule vertu de la division du travail dans la société industrielle, les policiers bolchéviques font l'expérience qu'il faut chaque jour produire cette division, fabriquer une classe ouvrière. Deux objections ont maintenu l'axiome d'une classe ouvrière en quelque sorte naturelle et rédemptrice, au-delà de la preuve purement policière de Lénine (qui lui-même encourageait policièrement cette croyance). La première est théorique, pour ne pas dire spéculative : le but de la classe ouvrière, de l'organisation séparée des ouvriers est la suppression dialectique des classes sociales. Ainsi la classe ouvrière devient éphémère, une transition nécessaire, à laquelle il faut même travailler dur pour atteindre le paradis sans classes, tout le contraire d'une division purement idéologique, montée par une police pour éterniser la société présente. Du reste, la logique qui organise une classe économique pour supprimer toutes les classes, sans supprimer l'économie, tient plutôt de Lewis Carroll que de Hegel. L'autre objection a surgi de la pratique des ouvriers, qui à presque chaque insurrection de ce siècle se sont organisés en Conseils Ouvriers à démocratie directe. Là encore, Lénine, le grand organisateur de la classe ouvrière, a laissé s'extasier tous les théoriciens à venir, et a donné, pratiquement, la leçon à tous les policiers à venir : les conseils qui pratiquent réellement la

démocratie directe doivent être massacrés ; les autres, plus ouvriers que démocratiques, c'est-à-dire obéissant au parti et au syndicat, peuvent être récupérés : et le conseil devient un nouveau seau, de taille réduite. En 1972 et 1974, au Royaume-Uni, le pâté de sable, la classe ouvrière, s'est dégagé du seau, mais en a encore la forme. Personne ne s'est étonné, ou ému, que cette classe ouvrière combative, hardie, gagnante, ne soit pas allée au-delà du renversement du gouvernement. Ses ennemis ont simplement occulté sa réalité, fait comme si elle n'existait déjà plus. Ses apologistes prolétariens, vraiment riens, se sont félicités qu'elle soit allée si loin. Quant aux ouvriers britanniques eux-mêmes, ils sont allés se coucher, et ceux du reste du monde, comme d'habitude, ne s'étaient même aperçus de rien.

Et pourtant, jamais aucune classe ouvrière nationale n'a été plus maîtresse à l'intérieur d'un Etat, sans être commise dans cet Etat, méprisant ses chefs, terrorisant ses souteneurs ; jamais les portes du socialisme, de l'autogestion et même d'une révolution sociale radicale n'ont été plus idéalement ouvertes ; jamais un ennemi aussi apeuré, sot, à genoux, qui loin de sortir le glaive n'ose même pas regarder dans les yeux. Tous les obstacles qui empêchent, en théorie, le règne de la classe ouvrière sont tombés, chance, sans une goutte de sang. Et pourtant, même l'ultra-ouvriériste Brendel est obligé de le reconnaître : "Ce mouvement autonome des travailleurs ne se présente nullement comme révolutionnaire. Les travailleurs ne se mettent pas en mouvement parce qu'ils veulent "faire la révolution" mais, comme on l'a déjà dit, parce qu'ils réagissent contre les rapports qui déterminent dans leur totalité leur situation de prolétaire. Il est compréhensible que les travailleurs soient encore le plus souvent peu revendicatifs, conservateurs, bornés et lâches. Mais sans qu'ils en aient conscience, leur lutte aboutit à une situation révolutionnaire d'où ils ressortent différents de ce qu'ils étaient avant."

En effet, la classe ouvrière du Royaume-Uni, au moment où elle paraît terrible, érigée, unie, est en train de se dissoudre, du sable emporté par le vent. "Ils ressortent différents de ce qu'ils étaient avant." Ces ouvriers combattent la misère d'être ouvriers, la misère d'être syndiqués. Ces ouvriers combattent la classe ouvrière. La classe ouvrière est un tabou, comme ce monde économiste en a instauré plusieurs : les uns l'adorent, l'éternisent, et c'est l'anathème pour ceux qui ont du mal à distinguer aujourd'hui l'existence pratique de cette abstraction économique ; les autres l'ignorent et se moquent de ceux qui seulement en parlent encore. Ce n'est ni parce qu'elle est inoffensive qu'on la divinise, ni parce qu'elle est dangereuse qu'on

l'escamote. Mais, dangereuse parce qu'elle est composée de pauvres modernes, elle s'escamote elle-même. La classe ouvrière indiscutée de 1926 est séparée de celle, difficile à apercevoir, de 1976, par l'usure de l'économie comme mensonge dominant. En 1929, le chômage entraîne la faim, le chômeur reste ouvrier. En 1979, le travail entraîne l'ennui, l'ouvrier qui devient chômeur ne deviendra plus jamais ouvrier. Le nombre d'ouvriers décroît. Même les partis ouvriers et les syndicats, jusqu'à Cajo Brendel, parlent de travailleurs plutôt que d'ouvriers parce que les ouvriers sont devenus trop peu nombreux pour soutenir leur projet ouvrieriste. Là est le point de rupture : dans travailleur est sauvegardé le travail, et l'ouvrier fait l'expérience quotidienne que le travail est la misère, non pas la richesse. L'idéologie économiste, comme un vieillard, a épuisé ses projets positifs, pour la société des hommes. Là, d'ailleurs, est le sens du chômage en 1979 : ce n'est pas un manque d'emploi du aux maladresses de l'organisation des projets, comme en 1929 ; c'est un manque d'emploi du au manque de projets, d'imagination, de passion, de buts. Opposés comme l'espoir et le désespoir à l'époque de la classe ouvrière manifeste, le travail et le chômage se rejoignent aujourd'hui dans le désœuvrement.

Comme une montagne jeune devient vieille, la classe ouvrière qui s'effrite tous les jours se casse aussi par morceaux. Le vacarme et les dégâts de ces pans entiers qui partent ont été vite oubliés dans le bourdonnement des progrès du mysticisme économiste. La classe ouvrière est à peu près considérée comme le douzième Imam shi'ite : elle était là, on ne la voit plus, mais elle va revenir. En vérité, personne n'en doute, la classe ouvrière a existé, c'est l'organisation de l'adhésion des ouvriers au mensonge économique sur le monde ; et la victoire de la classe ouvrière est le paradis promis aux pauvres, dans sa version économiste. Mais que la classe ouvrière ait ainsi été encensée par l'idéologie économiste, montre seulement à quel point les ouvriers étaient la principale menace contre cette idéologie à sa naissance. Si elle a existé, et disparu, quand, comment ? En 1978 au Royaume-Uni, la vraie lutte de classe, celle des ouvriers contre leur organisation économiste commence. A bas la classe ouvrière !

b) A mid-winter night dream

Presque constamment, les hommes vivent dans un monde dépassé par celui qu'ils font. Lorsque les Vandales et les Goths déferlent sur Rome, les Romains rêvent encore d'empire et de

civilisation. En 1978, l'Empire britannique est déjà une ombre du passé et le Royaume-Uni une forteresse où s'entassent les ruines de la civilisation. Trois ans après leur dernière grande razzia, les barbares, issus des entrailles de la forteresse même, se préparent à nouveau à l'assaut, plus nombreux, plus gourmands, plus confiants.

Et les défenseurs de la société de classe se disposent au combat. Mais des siècles d'organisation victorieuse ne suppléent pas l'absence de vertu et la puissance de l'armement ne peut rien contre la nullité du commandement. Gouvernement Labour, avec l'arrogance aveugle des imbéciles et des faibles décide, le 28 juillet, que l'augmentation des salaires n'excèdera pas 5 % d'août 1978 à août 1979. Frère TUC, qui sait que beaucoup de barbares n'ont admis les 10 % de l'année précédente qu'avec des promesses bien supérieures pour l'année qui vient, se récrie contre son pion gouvernemental qui se croit déjà reine. C'est non seulement refuser de payer le tribut, mais en exiger un ! Au Congrès syndical début septembre, Frère TUC désavoue gouvernement Balourd, en passant une motion contre toute limitation arbitraire des salaires, et, persuadé que gouvernement Labour n'osera tout de même pas affronter les vagues de grève sans et même contre sa bouée syndicale, se prépare sereinement aux élections anticipées qui donneront l'impossible commandement à Tory. Mais gouvernement Balourd est plus imbécile que Heath. Après le Congrès syndical, Frère TUC mobilise donc le Congrès Labour, qui, le 2 octobre, désavoue son propre gouvernement et rejette "any wage restraint by whatever method, including cash limits and specifically the Government's 5 per cent in the coming year". Mais Frère TUC peut s'arracher la tonsure : Gouvernement Balourd a décidé de jouer les preux chevaliers anti-inflation, à mépriser et même provoquer, par le ferme maintien de sa décision, des hordes barbares dont la fureur était déjà à peine amadouable. Quant à Margaret Thatcher, chef tory, général de remplacement, elle se fait toute petite derrière le preux chevalier dont elle veut tout, y compris la dépouille, mais surtout pas tout de suite : "Of course in this matter we share the same end as the Government... I had the impression from a number of things the Prime Minister said that we also agreed on a large number of means as well."

Tôt dans l'automne, les premières tribus ennemies, dans leur désordre sauvage, déferlent : après cinq semaines de grève, 250 hôpitaux sont fermés et le ministre de la Santé, Ennals, donne le ton (surtout moral, surtout hargneux) de la défense : "For God's sake go back to work and stop playing with people's lives." Frère TUC s'interpose et élabore un compromis qui garde l'apparence des 5 %,

mais qui, par le cumul d'autres avantages, concède en réalité 15 % . Sur ce créneau fendillé a lieu la première grande bataille du "privé". Chez Ford, une nouvelle vague d'assaut a rejeté les 5 % comme dérisoires. 9 semaines plus tard, les grévistes obtiennent 9,75 % sur le salaire même, plus diverses augmentations indirectes, au total 17 % . Ford a violé les 5 %, gouvernement Labour va passer Ford en conseil de discipline. Mais même les supporters avoués de ce gouvernement voient maintenant l'absurdité d'une sanction : Ford a défendu plus de deux mois ces ridicules 5 % pour payer fort cher une capitulation tardive ; et voilà maintenant cette entreprise à l'amende, comme si elle avait cédé le premier jour. Aussi le Parlement se récrie et vote l'interdiction au gouvernement de sanctionner des entreprises qui accorderaient des augmentations supérieures à 5 % . Voilà donc en période où l'Etat est menacé son général privé par son état-major du moyen de faire régner la discipline dans la troupe. Après les deux Congrès où TUC et la base de son parti l'ont lâché, voici ce gouvernement enfin lâché par ses ex-alliés Libéraux. Et de ce commandement privé de toute autorité, ou des cabales concurrentes qui privent ce commandement de toute autorité, au début de l'invasion ennemie, de Callaghan par terre qui refuse obstinément de démissionner, et de Thatcher cachée derrière qui l'a fait tomber, il est difficile de trancher qui est le plus taré. L'histoire n'offre pas beaucoup d'exemples comparables. Après ce 12 décembre, le flot des barbares déferle.

Sur leur police et leur armée, les gérants débiles de cette citadelle savaient ne pas trop devoir compter : elles menaçaient plus d'augmenter la combativité ennemie que d'être efficaces elles-mêmes. D'ailleurs il était audible par ses grognements, que par une coupable négligence des défenseurs de cette société, leur force armée depuis longtemps n'était presque plus recrutée que parmi les barbares. Ainsi, par de fortes augmentations de salaires, qui mécontentèrent beaucoup ceux qu'on prétendait contenter avec de bien moindres, le gouvernement acheta au moins la neutralité de la troupe.

Sa Gracieuse Majesté dut donc de survivre à ce terrible hiver (presque aussi terrible par le climat que par la dévastation barbare) à deux corps, les syndicats et l'information, qui se postèrent tous seuls, au hasard, justement persuadés qu'ils seraient les premiers pendus haut et court si la cité était prise. N'ayant pu éviter le conflit, les syndicats s'y jetèrent avec un zèle rare. Il est certain que le peu de science de la guerre des grévistes fut facile à exploiter. Encadrés et infiltrés par les agents de Frère TUC appliqués à confisquer leurs borborygmes et à

empêcher toutes leurs jonctions, ils défilèrent par corporations. Frère TUC utilisa toute sa gestuelle, toute sa pacotille, et beaucoup de barbares s'immobilisèrent, ébahis devant ce spectacle en partie vieilli, fascinés par ce boniment aussi impudent que sans fin. En généralisant la séparation des négociations, en organisant des grèves coupe-genou de 24 heures, en tentant d'échelonner les grèves dans le temps (le syndicat British Railways décide de ne pas se mettre en grève avant la fin de la grève des camionneurs ; ensemble ces deux corporations auraient paralysé le déplacement de toutes les marchandises de Grande-Bretagne), puis en publiant un "code sur le picketing" qui châtré le picketing, Frère TUC, infatigable, récupère, brise, divise. Frère TUC négocie, ment, implore, menace, oppose les syndicats de même corporation, promet, avance, recule, pirouette, gémit, caresse, vocifère, raisonne, proclame, ricane et recommence.

En 1972 et 1974, les défenseurs de la société n'avaient pas d'artillerie. Surprise par ces premières incursions sauvages dans sa petite société de classes, l'information s'était trouvée partagée entre la défense de l'ordre et la critique de ceux à la faiblesse desquels elle attribuait ces incursions. Mais en 1978, elle fut elle-même attaquée. Son vénérable père supérieur, le Times, violé et battu, décéda le 20 novembre : ce journal mythique de la presse moderne fut obligé de fermer pour de bon et ne fut ressuscité que quelques mois plus tard : "The problem was complicated by the fact that Times Newspapers had to deal with no fewer than 65 bar-gaining units ("chapels") over which the national union leadership could often exert little control." Mais je pense que ce premier de nombreux coups dans la chair dans les semaines à venir a été moins déterminant pour son engagement radical, que le lent changement de mœurs, qui s'était accéléré depuis 1972. Les gentlemen sont morts. Comme partout, le respect pourrit, et en premier, le respect de la vérité. Dans la patrie de Junius, la presse est redevenue sauvagement chauvine, comme au meilleur temps des guerres dites "mondiales". Et comme cette artillerie n'a pas de contradicteurs (les barbares n'ont pas de verbe), elle ne se sent pas tenue, dans son bombardement continu, de respecter des conventions internationales : scandale, mensonge, calomnie, confusionnisme outrancier ont éclaté sur toutes les grèves, à forte concentration, en permanence. La presse populiste avait la première utilisé ces armes d'ordinaire illicites en civilisation, suivie de la télévision, puis de la presse libérale ou de gauche, qui ne voulait point paraître réticente dans l'infamie, de peur d'en devenir victime. Ainsi, un des rares poèmes modernes est la lecture du Guardian pendant janvier et février 1979 : jamais on n'a vu un bombardement d'autant plus meurtrier qu'à

corps défendant, d'autant moins scrupuleux qu'il paraît puiser dans le conflit de conscience permanent. Conscience est ici dans son acception morale. Jamais l'attaque des barbares, le phénomène de leur existence, de leur origine n'a cherché à être compris. Toute l'information n'est que viscérale, émotionnelle, morale, Ennals. Jamais l'information, soudée en une ligue unanime, n'a semblé puiser dans davantage de procédés, d'artifices, de trucages, pour empêcher la pensée de dépasser l'impression, pour couvrir de sa stridence, de sa vulgarité et de son hystérie les tentatives des différentes hordes barbares pour s'entendre. Ainsi, son travail de division de la parole a été complémentaire du travail de division de l'organisation par le syndicat.

L'improvisation est visible dans les positions de ces milices : le syndicat, par petits pelotons aux carrefours, l'information en deuxième ligne, sur son petit promontoire. Si bien qu'il tombe davantage de boulets rouges de l'information sur les syndicats que sur les grévistes : lorsqu'il y a grève, son fausset suraigu glapit que c'est la faute des syndicats, et lorsque la grève est si visiblement "unofficial" qu'il est impossible de ne pas le dire, c'est encore plus la faute des syndicats ; à l'unisson de ce vieil argument borné de droite, toute l'opposition, toute l'information, tout le gouvernement. Cette exclusion forcenée de Frère TUC par tous les valets, contribua beaucoup à le faire accréditer parmi les gueux : comme l'amalgame sandiniste-muchachos a aidé le FSLN à réduire les insurgés, l'amalgame syndicats-barbares a aidé Frère TUC à réduire les grévistes. Mais aucun saboteur infiltré ne peut jamais s'en sortir intact. Dans chaque corporation, où l'on savait bien le syndicat à la remorque, on le supposait mener une sorte de destruction générale à la tête de toutes les autres. Car toute la presse réussit à monter le public contre chaque corporation, isolant ainsi chaque corporation dans l'opprobre. Ainsi décrié par ses complices valets, le fourbe Frère TUC le fut aussi par ses ennemis. Après cet hiver, il ne se rétablit jamais. Cet ancien combattant s'avèrera peu à peu profondément traumatisé ; et il faudra l'amputer.

Quant aux barbares, que les défenseurs de la citadelle ont toujours combattu sans les nommer, ils ne voulaient pas davantage s'emparer de l'Etat britannique que les Vandales et les Wisigoths ne voulaient s'emparer de l'Etat romain. Seuls les intéresse la gloriole et le butin. Et même, contrairement à ce que prétendent leurs ennemis économes, jusque dans le butin d'abord la gloriole. Au service d'une stratégie inexistante ils mirent des armes rudimentaires. Comme le leur suggérait l'ennemi, ils se servirent des syndicats comme boucliers,

mais cet engin trop lourd ralentissait leur pétulance. Si bien que la plupart du temps ils débordèrent et contournèrent Frère TUC, obligé de s'agripper à leurs talons pour au moins les freiner. Leur arme offensive était le piquet. Il causa autant de frayeurs chez leurs ennemis que de diffamations et de calomnies dans l'information, ce qui est proprement énorme. Jamais les barbares ne répondirent autrement à cette ignominie permanente que par un silence méprisant, noblesse qui fit leur perte ; jamais leur susceptibilité permit à leurs différentes corporations de s'entendre, et ils se laissèrent même aller à des divisions, provoquées et entretenues par les syndicats, à l'intérieur de ces corporations, ce qui fit encore leur perte.

Le 3 janvier 1979, les camionneurs se mettent en grève. C'est une grève sauvage. Les camionneurs plantent des piquets partout. Et leurs ennemis s'aperçoivent avec horreur que cette corporation, comme les mineurs en 1972, peut bloquer l'ensemble du Royaume-Uni. L'information bombarde deux objectifs principaux : faire croire que cette grève va entraîner une famine alimentaire ; et un chômage technique général. Le Guardian, de gauche, titre le 5 janvier "Lorry's drivers cut country's supply lines" puis le 8 "Food and fuel lifelines feel the strain" et le 9 "Whitehall on brink of listing food priorities". De telles affabulations dans un journal modéré présumé scrupuleux sont bien plus fortes que des titres à sensation dans la presse à sensation : la panique alimentaire gagne les ménagères. Le patronat, c'est la guerre, attise cette ambiance d'apocalypse. Le 12 janvier le chef de son syndicat déclare : "The lorry drivers strike will bring Britain to halt within 10 days and hundred of thousands of workers are likely to be laid off before that." Dunlop fermerait toutes ses usines le lendemain, Leyland dans une semaine, sans parler d'ICI, quatrième entreprise du pays, qui ne peut plus faire autrement que de mettre ses 90 000 employés en lay off. Le 15 janvier, "Road and rail strikes put one million jobs at risk" et le 18 "supplies of processed food to supermarkets would dry up in a matter of days with the loss of 600 000 jobs, unless lorry drivers pickets were lifted, food manufacturers said yesterday". Jamais, comme le public l'apprendra en catimini de source patronale le 20, les lay offs n'ont dépassé les 110 000, ce qui n'est ni un bonheur ni un malheur pour les grévistes. ICI n'a jamais fermé aucune de ses usines, non pas, comme sa direction l'avouera discrètement, parce que son tapage alarmiste n'a jamais été soutenable financièrement, mais grâce à son propre prodigieux "génie industriel".

Après avoir longtemps douté, consulté, tergiversé, constatant avec gouvernement Labour que la grève des camionneurs ne peut au mieux qu'être récupérée, TGWU, leur principal syndicat, saute en marche sur les camions à l'arrêt et "officialise" le mouvement, le 11 janvier. Thatcher demande l'Etat d'Urgence parce que le syndicat bénit cette grève : l'Etat d'Urgence est décrété pour la province cobaye d'Irlande du Nord, du 11 au 15 janvier. Une semaine plus tard, Thatcher demande l'Etat d'Urgence pour la raison contraire que le syndicat ne contrôle plus cette grève. Ce petit roquet femelle exige aussi une loi contre le picketing : là aussi Frère TUC obtempère, trop content de présenter son "code du picketing", où le piquet devient décoratif, inoffensif. Les barbares éclatent de rire. Moss Evans s'excuse "that the union was working "exceptionally hard" to try to control picketing", malheureusement, "we are not toughies. We can only try to convince our members to behave responsibly". Les barbares s'étouffent de rire. Leurs ennemis leur demandent de se comporter de manière responsable dans la gestion, au moment où il la pillent ! A eux, qui ont toujours été, et seront par définition maintenus dans l'irresponsabilité tant que la paix dure, voilà qu'on les exhorte à être responsables de la paix au moment où ils ont pris la seule responsabilité qu'ils peuvent prendre, déclarer la guerre ! Ils sont fous ces Romains !

Si le raid des camionneurs est le plus turbulent, il est simultané avec ceux de multiples corporations, plus petites, ou moins déterminantes. Dans le nord-ouest, par exemple, un million d'utilisateurs ont leur approvisionnement en eau coupé : les plate-formes pétrolifères de mer du Nord sont paralysées ; et British Rail a déjà subi deux grèves de 24 heures. Mais tout le monde attend maintenant la grève, de 24 heures aussi, dans la fonction publique, le 22 janvier, qui paraît soudain plus mobilisatrice que démobilisatrice. Car les camionneurs ont donné envie de gloriole et de butin. Et le patron du service public, c'est l'Etat : si les revendications des camionneurs peuvent être alignées sur l'exemple de Ford, il paraît inconcevable que Callaghan-pourfendeur-d'inflation accorde plus de 5 % au service public. Enfin, surtout, la horde des fonctionnaires, même divisée en plusieurs tribus, est beaucoup plus nombreuse que celle des camionneurs.

C'est juste après le 22 janvier que l'Etat de Richard Coeur de Lion et de William Pitt, d'Oliver Cromwell et de Winston Churchill fut le plus près de se dissoudre dans un ultime chaos. 1,5 million de fonctionnaires rejoignirent la grève. "Union leaders seem to be in

danger of losing control in the face of demands of an all-out strike." A la menace de grève générale, hantise de Frère TUC, s'ajoutent des gestes inquiétants "... copies of the code had been thorn up by strike committees" et des silhouettes comminatoires "Manchester and Birmingham are the only regions that have formally reported to TGWU head office that they have had problems with outsiders joining the picket lines. In each case men involved have not only been involved in the strike, but have not been TGWU members either". Les hordes ennemies vont-elles se fédérer ? Tiens bon Frère TUC, garde ton sang-froid. Pilonne, bonne presse, ne mégote pas sur le venin. Car les ambulanciers, les administrations locales, les employés de service dans les écoles viennent de prolonger leur grève de 24 heures en grève sauvage ; d'autres administrations sont en grève larvée ; et les croque-morts ne ramassent plus les cadavres qui pourrissent sur les tas d'ordures que les éboueurs ne nettoient plus. Les barbares qui produisent cet étrange parfum, découvrent aux contorsions des narines civilisées que ce n'est pas la grève, malgré les apparences, qui pue, mais le travail.

Peut-être faut-il à ce point culminant regarder le paysage avec ceux qui en ont fait l'ascension. C'est le respect, c'est l'autorité, qui sont mortes en route. Ces barbares se savent les plus forts, et ils en jouissent, mais bonhommes, en enfants maladroits et un peu lourds. Ils ont compris maintenant qu'ils peuvent détruire le Royaume-Uni, mais se croiraient fous d'anéantir ce qui les a toujours nourris, jusque dans l'esprit, et dont ils n'imaginent pas le dépassement. Mais ils donnent des coups de piquet dedans et déraillent quelques calculs faits sur leur docilité, leur crédulité : les barbares sont ignorants, peut-être, mais ils ont le sens de l'honneur, et souvent du courage. La morale de Frère TUC, la tradition de Tory, la religion de l'économie les font rire en bons païens, en bons paillards. Leur rude franchise fut tournée en cynisme par leurs ennemis qui voulaient les discréditer (car par ailleurs ils croient même leurs ennemis), mais par malheur pour eux-mêmes ils ne furent jamais cyniques (à quels scandales ne donnèrent pas lieu Bill Astbury : "Britain's most outspoken picket leader was unrepentant yesterday about his statement that "if I cannot afford to buy food why should anyone else have it"" et ce piquet qui bloque 400 tonnes d'oignons espagnols sur les docks de Southampton, non sans humour "It brings tears to my eyes but somehow I think they are going to be stuck here until we get exactly what we're after", et non sans sérieux "I think we were mugs to even allow the foodstuff through. It would have been over 10 days ago if we'd stood firm on that"). Et ce sont bien les dégâts moraux, par les vitupérations de

l'archevêque de Canterbury, que leurs ennemis pleurent le plus dans cette débandade de leur société : "irresponsible strikes which cause suffering and even death to innocent people and helpless animals." Le seul mort reconnu est un piquet écrasé par un camion conduit par un non-gréviste, le 25 janvier. Sur ce martyr à éviter, la discrétion de la presse rejoint le silence de l'archevêque, qui, le même 25 janvier, poursuit sa croisade : "strikes are the last resort when all else have failed, not a game of Monopoly, with no moral issues involved."

Toujours le 25 janvier, la contre-offensive contre le picketing atteint son apogée spectaculaire dans un procès intenté par Union Biscuit à un piquet. Forcément, l'accusé le perd : "It is a popular notion, for instance, that pickets are somehow exempt from laws relating to obstruction, yet in virtually every case tried in the court, the picketing worker has lost." Mais Kinnock, petit chef Labour, hausse les épaules, fataliste : "no law, whether made by Parliament or judges, can discipline thousands of workers simultaneously" ; et l'ouvrier condamné rejoint tranquillement son piquet, comme si aucun jugement n'avait eu lieu. Cependant la forte concentration de propagande anti-piquet, qui est allée jusqu'à les accuser de racketter les non-grévistes ("It's mob's rule"), de bloquer indûment jusqu'aux aliments, d'affamer les animaux, d'être toujours arbitraires, injustes et violents, de ne jamais respecter la "liberté du travail", commence à produire une auto-censure des piquets. Ainsi le bombardement de l'information dominante émousse l'arme la plus tranchante de ses ennemis.

Le 27 janvier, les terribles mineurs rejettent une offre de 3,5 % et demandent huit fois plus, et le syndicat de l'acier est obligé de faire parvenir un ultimatum au ministre de l'Industrie, Varley, qui dit alors : "At any time this situation could get abruptly worse." Mais les barbares sont divisés. Les fonctionnaires ne réclament que par professions. Les camionneurs, mêmes, ne négocient pas tous ensemble. Une contre-manifestation de routiers non-grévistes le 24 janvier, portée par une grosse publicité, a ainsi pu passer comme le voeu unitaire d'une majorité laborieuse opprimée par une minorité de piquets. Dans les premiers jours de février, les uns après les autres, se contentant de 20 à 25 %, les camionneurs, en ordre divisé, renoncent à franchir les bornes salariales. Les watermen du Nord-Ouest se rendent. Dans certains endroits apparaissent les cartes de rationnement. Dans d'autres, retentit l'écho de parents se plaignant de la fermeture des écoles. La grève est devenue très impopulaire. Dans la citadelle du mensonge, elle est maintenant réverbérée comme un

chantage, un mode d'exploitation (Duffy, chef du syndicat metallo, le 31 janvier : "strikes now hurt the poor rather than the rich"). La canaille syndicaleuse, attisant où elle peut cette propagande anti-grève, endossant de l'autre toute son impopularité, divise aussi sur le terrain. Chez British Leyland, elle parvient à empêcher les autres de suivre le débrayage de la principale usine de Longbridge. Le responsable syndical de cette entreprise y va franchement : "My appeal is for God's sake let someone from the outside step in to try to avoid a strike." Dans l'enseignement, deux syndicats concurrents paralysent le mouvement par une dispute spectaculaire. Et chez Morris, le syndicat porte plainte contre les grévistes sauvages qui ont expulsé manu militari ses casseurs de grève de la tribune.

Paradoxalement, c'est au moment où la plus grande vague, celle de la fonction publique, déferle maintenant, que commence le ressac. A posteriori c'est facile, mais sur le moment il faut du génie pour savoir et communiquer le point culminant. C'est la grève des camionneurs, vague trop petite pour irriguer toutes les consciences, mais lame de fond judicieuse en son temps pour inonder les contrées asséchées par l'ennemi, qui était seule proportionnelle au mouvement des marées : sa jonction, avec la grosse vague superficielle qui vient maintenant, ne se fera pas. Frère TUC et gouvernement Labour savent que les barbares resteront divisés. Ambulanciers, infirmières, "civils servants", eux-mêmes en ordre dispersé, ne remplissent que les profonds sillons tracés, plus par la menace que par l'extrémisme des camionneurs, mais comme ceux-ci n'y sont plus, ceux-là ne les débordent pas. Frère TUC et bonne presse, Labour et Tory n'ont plus besoin de reculer, encore, au-delà des dernières digues qu'ils ont improvisées en janvier. Cet hiver est bien une grève générale ; mais qu'importe une grève générale fractionnée dans le temps, juxtaposition de grèves partielles ! La presse tempête de plus belle contre les morts sans sépulture, les enfants sans école, les vieillards et les débiles "put at risk". Alors que Callaghan condamne "free collective vandalism", Fisher, chef du principal syndicat fonctionnaire, NUPE, appelle à un "strike limitation agreement". Frère TUC et gouvernement Labour ne sont plus en panique. Ils ont compris maintenant que les barbares ne songent qu'à piller une poule aux oeufs d'or, et nullement à anéantir leur cité, que les piquets leurs sont devenus des armes indignes, et qu'on peut les faire se jalouser. Le 14 février, Frère TUC et gouvernement Labour se raccommodent en signant ce que la presse a baptisé Concordat ("traité entre le Saint Siège et un Etat"). Rien n'est plus nécessaire que cet abri commun. Car rien encore ne garantit que les 9 % que tolère maintenant le gouvernement (et que des accords sur

la productivité permettent en fait d'augmenter sans limites) vont suffire à confiner les barbares à la question salariale. "The only doubt is whether Mr. Alan Fisher, general secretary of the National Union of Public Employees can deliver his militants." Mais le 18 février, les cheminots annulent leur grève prévue le 21, et le 27, les mineurs acceptent les 9 % (plus extras), sans se battre. A partir de là, les dernières hordes du service public affrontent un ennemi aguerri et rassuré, que ces reflux prématurés et une presse hystérique a rendu pingre et revanchard. Cependant, lorsque des comédiens participent à un drame, le grotesque ressort toujours : l'archevêque si pieux s'augmente de plus que la moyenne nationale ; le Parlement, gagné par quelque barbare frénésie, s'augmente publiquement de quatre fois ce que le gouvernement consent à ses employés (comme dit Frère Puck : "Et le proverbe connu : on prend son bien où on le trouve, s'accomplira à ton réveil. Jeannot aura sa jeanneton ; rien n'ira de travers. Chacun reprendra sa jument et tout sera bien.") ; enfin, Ennals, ministre de la Santé, est hospitalisé dans un hôpital en grève, où le shop steward local promet de lui faire "goûter sa médecine" : pas de brancardiers pour le transporter, pas de journaux, pas de thé le matin ! Quel supplice ! Quel spectacle !

En mars, après le passage des sauterelles, il s'avéra que le gouvernement s'était fait bouffer les culottes. Lorsqu'un employeur avait proposé son plafond de 5 % d'augmentation, les salariés avaient considéré cela comme une bouffonnerie ou une injure. Quoique chez les barbares le butin avait été distribué de manière inégale (les premières vagues, faisant la brèche à l'automne, avaient obtenu fort peu d'un adversaire encore peu entamé; la vague de janvier avait gagné le plus, d'un ennemi paniqué; et la vague qui vint derrière, expérimenta à ses dépens le tort de venir derrière), ses proportions avaient partout ridiculisé la fière attitude FMIste de gouvernement Labour. Comme en plus ce vaincu ridicule avait résisté longtemps et partout, avec l'impunité et le butin, les barbares emportèrent une puissante frustration : ils reviendraient donc l'année prochaine. Autorité, confiance et raison entamées dans les précédents, semblaient définitivement perdues cet hiver. A la fin de cette indigne campagne qu'il avait stupidement endossée, gouvernement Labour, à propos d'une autonomie qu'il voulut démagogiquement accorder, et que les bénéficiaires, Ecossais et Gallois, lui refusèrent aux urnes, fut mis en minorité sur un vote de confiance. Il fallut ainsi que les huées et les crachats lui viennent de son milieu ambiant même, de la façon la plus formelle, pour que ce gouvernement, aussi insultable qu'incapable,

consente enfin à se démettre. Callaghan, le 28 mars, appelle à des élections anticipées, le 3 mai.

Cinq ans après avoir fait tomber le gouvernement conservateur de l'imbécile Heath, des ouvriers de plus en plus sauvages font tomber le gouvernement travailliste de l'imbécile Callaghan. Et cet Etat en ruines les sollicite maintenant pour le plus absurde des dilemmes : choisir à nouveau entre ces deux partis. Ce qui perdit Labour dans ce rituel électoral fut son incapacité à se dépêtrer de Frère TUC. Car Frère TUC sortait de l'hiver cordialement haï par tous les pauvres : d'un côté, la presse n'avait cessé de diffamer les syndicats en irresponsables extrémistes, responsables de tous les maux récents du Royaume-Uni, ce qui était d'autant plus largement cru qu'ils crurent eux-mêmes souvent habile d'endosser cette image, afin de récupérer les véritables irresponsables extrémistes à leur base; de l'autre côté, cette base avait subi jusqu'à l'écoeurement les coriaces et fuyantes médiations de ces liquidateurs de leur pillage institutionnel. Mais la seule véritable bataille de cette campagne électorale, nouvelle déchirure des moeurs honnêtes et probes que prône l'empire parlementariste, eut lieu dans la rue. Une espèce de Front National, s'affichant raciste crut ressembler à quelque chose en tenant un meeting botté et uniformé dans une banlieue londonienne, Southall, où survivaient surtout des barbares, pour la plupart immigrés, donc déjà en marge des statistiques de la classe ouvrière. Malgré une protection policière chaleureuse, la réunion fut durement attaquée ; et parmi les assaillants, évidemment furieux d'avoir été provoqués jusque dans leur banlieue, il y eut un mort.

Le 3 mai 1979, la victoire tory fut écrasante. L'imbécile Thatcher, successeur dans ce parti de l'imbécile Heath, succède ainsi au gouvernement à l'imbécile Callaghan. Cette fille d'épicier va ramener, avec brusquerie, l'ancien Empire britannique à sa taille d'aujourd'hui, l'épicerie de papa. Eh bien, derrière le tiroir-caisse nous aurons une petite chapelle et un salon de thé; devant, une alarme, des vigiles, des oeillères; et dessous, toujours chargé, le bon vieux fusil de papa. Civilisation est réduit à boutique, c'est la faute des barbares. D'ailleurs, sur la devanture il y aura en permanence ce panneau : interdit aux barbares. Notez, s'il vous plaît, que les barbares ne savent pas lire, et que le gourbi de la "Dame de Fer" est si gris, si sale, si petit, qu'ils n'en ont même jamais reconnu les véritables dimensions.

En août commença la grève des métallos, à raison d'un jour par semaine, puis de deux en septembre. Ce fut la grève la plus disciplinée et la plus ruineuse depuis des années. Gouvernement tory avait baissé

le rideau de fer et regardait par le mouchard, en se lavant les mains. La gloutonnerie des barbares fut supérieure à celle de 1975. Déjà, les salariés de Ford demandent 30 %, ceux de British Steel 39 %, les mineurs 65 %, et les ouvriers agricoles plus de 100 %. Cette nouvelle orgie avait d'ailleurs été introduite par Thatcher elle-même, gratifiant démesurément police et armée, suite à une promesse électorale : pour protéger la boutique, il faut acheter les chiens de garde les plus chers. Là encore, la dégradation des mœurs est exemplaire : car c'est chez les barbares, ses assaillants, que l'Etat est obligé de recruter ces bêtes rares ; et cette double institution, police et armée, devient ainsi brutale, sauvage, indépendante, comme sa prise de parti pour le Front National, à Southall, vient d'en donner l'avant-goût.

Le Winter of Discontent (pour rester modéré) a été un assaut où les ouvriers, quoique encore devant, n'étaient plus les plus nombreux des employés mécontents. Quoiqu'ils ont fait tomber un gouvernement de plus, ils n'en voulaient pas à l'Etat, quoique lui causant des dommages et des outrages importants, ils n'en voulaient pas à la marchandise, quoique leur comportement fut en rupture complète avec toute morale prolétarienne, ils n'en voulurent à aucune religion. Publiquement, ces grévistes n'ont demandé que des salaires et n'ont obtenu que des salaires. Leurs défenseurs gauchistes prouveront plus tard que ces demandes apparemment excessives étaient justifiées, puisque le sacro-saint "niveau de vie" de l'ouvrier britannique a baissé entre 1972 et 1980; et leurs patrons prouveraient, tout aussi facilement, que si ce niveau de vie baisse c'est en proportion de l'ardeur au travail de l'ouvrier britannique. Aussi stupide soit-il, l'ouvrier britannique a fait tout seul le calcul qu'il lisait tous les jours dans son journal : plus il demande de salaire, plus les prix augmentent. Il ne peut, par conséquent, gagner de l'argent que s'il obtient plus que ses petits camarades. Ce fut chaque corporation, chaque atelier pour soi, une concurrence effrénée entre tous les salariés, le contraire d'une sage discipline ouvrière sous la coordination circonspecte et expérimentée d'une centrale syndicale.

Le Winter of Discontent (pour rester poli) a donc d'abord été cette frénésie salariale si contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Mais plus encore, il a été le plaisir de se battre, le plaisir défendu, d'autant plus décrié, d'un délicieux chaos quotidien, une désorganisation du temps, des déplacements, de la cité, sans but ni conscience historiques, quelque chose d'absolument contraire aux étapes triomphales de la classe ouvrière. Car le principal plaisir, qui est le principal plaisir de toute grève sauvage, était d'arrêter le travail

jusqu'à mettre en péril cette activité dont provient toute la puissance légitime de la classe ouvrière. Sans sa reprise et le bombardement harassant de l'information, le plaisir des grévistes menaçait de s'exprimer en parole, en conscience. Et, paradoxalement, l'égoïsme, le conservatisme, la grossièreté de ces emmerdeurs qui ont pris des libertés les mettaient déjà à une octave en-dessous du diapason des gueux d'Iran, parce que, justement, niant dans leurs grognements le langage policé du matérialisme et de la religion. Au Royaume-Uni, comme dans le monde, le grognement est le premier plaisir du discours libre. C'est en devenant sauvages que les pauvres débordent la police.

Le Winter of Discontent tire son nom euphémique de la durée et du malaise de l'ennemi à couvrir ce grognement dans le mensonge et l'hystérie. L'écho de ce son grave brouillé arrive si affaibli et déformé sur le Continent, que les pauvres ne l'y remarquèrent pas ; et autant ce bruit avait été assourdissant sur le coup, autant il fut oublié vite. Car il valait mieux taire l'incompréhensible qu'élucider la menace. Le Winter of Discontent (ou of Content) a été la véritable scission arrivant dans la classe ouvrière. C'est la pauvreté la plus moderne érodant le paupérisme vétuste, c'est le vent d'hiver éparpillant enfin le pâté de sable : d'un côté, des ouvriers qui restent à l'organisation de classe, de l'autre, des ouvriers qui deviennent gueux. Les autruches gauchistes s'essayant de ramener ce qui s'est passé à leurs pensées dépassées, trouveront une classe ouvrière introuvable, forcément, ils ont la tête dans le sable ; ou une classe ouvrière divisée en deux, moitié composée d'ouvriers travaillant, moitié composée de non-ouvriers ne travaillant pas ! Plus pragmatiques, leurs rivaux libéraux détectent bien quelque gouffre obscur, mais peureux comme ce Peter Jenkins, "Journalist of the Year" (tout un monde ; qui s'affaisse), n'y tâtonnent pas profond : "If the country threatens to become ungovernable, it is not because of the power of the unions, it is rather because of the powerlessness of their members. Their national leaders have lost control. I have never known them to be more alarmed. They fear that this is not just another wave of industrial unrest, rather something novel, something different. What is happening bears more resemblance to the militant explosion of 1968-69, than the clumsy confrontation of 1974."

Les pauvres du Royaume-Uni, eux, n'en ont pas fini avec la classe ouvrière mais ils l'ont amputée et gangrenée. Blottis dans la visibilité, ses restes sont condamnés à des confrontations militantes, à des défaites ; alors que ses casseurs vont désormais participer aux

maladroites explosions qui annoncent les victoires. Et du brouillard de cet hiver nous parvient leur prometteur adieu : "Ombres que nous sommes, si nous avons déplu, figurez-vous seulement (et tout sera réparé), que vous n'avez fait qu'un somme, pendant que ces visions vous apparaissaient. Ce thème faible et vain, qui ne contient pas plus qu'un songe, gentils spectateurs, ne le condamnez pas ; nous ferons mieux, si vous pardonnez. Oui, foi d'honnête Puck, si nous avons la chance imméritée d'échapper aujourd'hui au sifflet du serpent, nous ferons mieux avant longtemps, ou tenez Puck pour un menteur. Sur ce, bonsoir, vous tous. Donnez-moi toutes vos mains, si nous sommes amis, et Robin prouvera sa reconnaissance."

7) DERNIERE LUTTE DE CLASSES EN FRANCE

a) Dernière lutte de classes en Italie

La tradition, même récente, pèse puissamment sur la subversion. Quoi qu'en dise un Jenkins, c'est de 1974 que se souviennent les ouvriers britanniques en 1978, comme les ouvriers français se souviennent de 1968. C'est là qu'ils ont fait une brèche, c'est par cette nostalgie que leur mémoire échafaude le possible. Les grévistes britanniques restent dans les usines, les grévistes français manifestent dans la rue ; les grévistes britanniques courent le pays de piquets en piquets, les grévistes français montent en procession à la capitale. Ce contraste pratique, aussi grand que l'absence de communication entre les premiers et les seconds, semble démentir que Londres et Paris ne sont éloignés que de 500 kilomètres.

C'est ainsi que le lien entre les ouvriers de France et 1968 passe davantage par l'Italie. Le mouvement italien de 1968 n'a pas explosé positivement comme en France, mais négativement, en une bombe des services secrets italiens à Milan en 1969. Si ce coup d'essai du terrorisme d'Etat moderne a empêché une déflagration autrement plus meurtrière, il n'a pas fait disparaître ceux qui allaient la provoquer. Comme il continuait d'exister un mouvement, surtout ouvrier, qui paraissait menaçant pour tous les valets italiens, le parti communiste

en vint à proposer le "compromis historique", c'est-à-dire sa collaboration publique à un gouvernement chrétien, démocrate, libéral, socialiste, national et raisonnable. Ceci, en retour, ouvrit la frange ouvrière la plus radicale aux gauchistes, étudiants, pro-situs. Il y eut des commissions de quartier, des organisations d'usine, des groupuscules. Ces organisations furent dites autonomes et prirent en charge la défense du prolétariat là où les staliniens orthodoxes semblaient la négliger. C'est à Bologne, en 1977, qu'aboutit cet interminable avortement. Dans cette capitale provinciale gérée par les communistes eut lieu la bataille de rue qui fut le paroxysme du long et ténébreux mouvement de 1968 : les staliniens orthodoxes surent y défaire leurs challengers hérétiques. Selon une coutume de valets d'Etat, ils furent aussitôt chargés par derrière par leur fiancée minaudante, la démocratie-chrétienne : en mars 1978, en assassinant Aldo Moro, l'Etat italien refusait à la fois le mariage avec le PCI (dont le démocrate-chrétien Moro s'était voulu l'apôtre), inutile après Bologne, et entamait une lourde répression de tout ce qui était à gauche du PCI, sous prétexte de terrorisme. La classe ouvrière était déjà cassée comme un pilum éclatant sur un sternum carapacé, mais croyait même le contraire, parce que jamais il n'avait été davantage question d'elle. Le détail de cette dernière et longue lutte de classe italienne, parallèle à la maturation du terrorisme d'Etat, ne serait pas plus éloquent que les casses complémentaires et simultanées du Royaume-Uni et de France ; mais c'est parce qu'ils aboutirent en 1978, et que spectaculaires et battus, l'un venant de l'autre, ils paraissaient au contraire florissants et puissants, que ce tonnerre et cette pluie du violent éclair du 68 parisien furent connus, applaudis et imités en France.

b) Une offensive gauloise

Début décembre 1978 est annoncée la "restructuration" de la sidérurgie française. Sans entrer dans le détail de cette opération de gestionnaires, il s'agit principalement de l'engagement de l'Etat à financer une partie du déficit et de prendre la direction des deux grandes sociétés sidérurgiques privées, Usinor et Sacilor, qui seront assainies par la liquidation de 20 000 emplois en deux ans. Les installations récentes, "productives", à Dunkerque et Fos-sur-Mer resteront intactes, les plus anciennes, vétustes, de Longwy et Denain vont être supprimées. Licenciements et fermetures sont alors le lot

quotidien de l'actualité économiste européenne. Mais parce que partout on licencie par dizaines, et rarement par centaines, la suppression de 20 000 emplois dans un Etat qui avoue entre un et un million et demi de chômeurs, paraît bizarrement démesurée. Cet effet de catastrophe est encore surdramatisé par quelques économistes zélés qui signalent aussitôt que l'industrie sidérurgique dans les bassins "sinistrés" de Longwy et Denain garantit directement ou indirectement la survie de tous leurs habitants, de l'ouvrier au sous-traitant, du cheminot à l'épicier. Rien, du reste, n'était plus prévisible, plus attendu, plus annoncé depuis des années que ce plan de restructuration simplement le plus brutal depuis le début de la "crise". C'est pourquoi les principaux intéressés, les ouvriers, ne le prirent d'abord qu'avec abattement et résignation ; et cette nouvelle tristesse tranchait trop peu avec celle qui dominait toute leur existence jusque-là, pour produire une révolte, d'autant plus que leur future situation, toute épouvantable et incertaine qu'elle leur fut peinte, rompait au moins le présent éternel du travail peu enviable dans lequel ils croupissaient.

Comme dans la baise les plus en manque ne sont pas ceux qui en sont privés, ici ce ne furent pas les futurs chômeurs qui protestèrent les premiers; mais la tourbe des petits commerçants, chefs syndicaux, petits entrepreneurs, élus locaux qui se voyaient avec horreur perdre la moitié de leur clientèle, la moitié de leur base ouvrière, la moitié de leurs commandes, la moitié de leurs impôts locaux, et l'ensemble de leur avancement. Cette petite notabilité anonyme qui, particulièrement en France, ridiculise et attarde les provinces, risquait bien pire que le chômage : son existence entière allait être privée de son moteur, l'ambition carriériste, et des chromes de sa carrosserie, puisque ses revenus allaient être mutilés sans espoir de retour. Or le mécontentement parmi ces cochons-là ne s'exprime pas par des grognements de rage, mais par des cris stridents. Ainsi, selon le mot d'un député du parti gouvernemental, s'orchestra une véritable "sinistrose" économiste. Au début il ne fut reproché au gouvernement que d'avoir décidé de cette "restructuration" sans consulter ces valets de rang inférieur (qui eux-mêmes n'envisagent jamais que les ouvriers soient consultés autrement qu'en les personnes de leurs chiendicalistes de garde). Mais bientôt ces conservateurs misérabilistes s'échauffèrent sur le plan arrêté, qui, du point de vue gestionnaire paraissait certes discutable dans les détails, mais absolument nécessaire dans son ensemble (si l'on voulait cesser de faire payer à tous les pauvres de France, par le biais de l'impôt, le déficit grandissant de l'industrie sidérurgique, il fallait au moins fermer les usines déficitaires, "restructurer"), demandèrent sa révocation pure et simple et le plein

emploi maintenu à Longwy, Denain et ailleurs, et basta. Enfin, il passa pour établi que ce plan était une machiavélique machination au profit de la sidérurgie étrangère, allemande surtout, et les plus mordus des stratèges de ce petit putanat local dénoncèrent une vile offensive concoctée par la grande bourgeoisie corrompue contre la vertueuse classe ouvrière, c'est-à-dire sa représentation, c'est-à-dire eux.

Le gouvernement du président Giscard d'Estaing et de son Premier ministre Barre avait obtenu, en mars 1978, un mandat électoral aussi indiscutable que surprenant (l'alliance PC-PS avait longtemps paru favorite) pour mener à bien ces impopulaires retaillages d'un vêtement bouffé par les mites. Ces lamentations, à peine audibles d'abord, dans une lointaine province, chatouillèrent peu leur superbe retrouvée depuis leur grande trousse électoral, et à sa mesure : d'accord, ces cris étaient douloureux, mais n'eut-il pas été plus douloureux de laisser la gangrène gagner du terrain ? Nous soulagerons ces infortunés, promirent-ils en passant à d'autres affaires.

En France, contrairement au Royaume-Uni, les syndicats n'ont pas d'union. La CGT, vieux cancrelat stalinien et la CFDT, jeune punaise autogestionneuse, la larve FO, l'encadrement des cadres CGC, et le microbe catholique CFTC, ne ralentissent la désaffection de leur base que par le sempiternel spectacle de leurs différents. La CFDT feint, depuis la défaite électorale de la gauche, d'inventer des "nouvelles méthodes de lutte", la CGT, habituée à raconter ses défaites comme des victoires, persiste à fatiguer sa base par des actions traditionnelles : ainsi, ici on débraye quelques heures, là on bloque une route ou une voie ferrée en distribuant des tracts, plus loin on organise une "ville morte", c'est-à-dire une grève générale locale de 24 heures dans la plus absolue sinistrose du gémissement "pour l'emploi". Mais contre le plan de la sidérurgie, les petits notables de Denain et Longwy voulurent faire plus : c'est pourquoi la CGT appelle à une manifestation interprofessionnelle à Paris, le 21 décembre ; c'est pourquoi la CFDT refuse d'y participer. Sous les antennes du cancrelat, 20 000 sinistres gémirent et passèrent inaperçus.

Pendant tout le mois de janvier 1979, ces syndicats vont tour à tour réveiller et endormir leur pâte à modeler ouvrière. Le spectacle de minuscules actions quotidiennes, par lequel le mécontentement est à la fois dramatisé et décompressé, va gagner l'information à la détresse cocasse du petit personnel engagé dans la conservation d'une région industrielle qui disparaît. Car à Longwy, à Denain, à moins de 300 kilomètres du Winter of Discontent, il n'y a pas de danger, croit cette presse (privée dix mois plus tôt d'un croustillant changement politique

par la vilaine droite), à faire preuve d'une religieuse charité pour la bonne gauche, de pitié et de sympathie pour ces abrutis d'ouvriers qui restent aussi bovins et hébétés quand on leur annonce qu'ils vont perdre leur travail sacré, que quand ils y sacrifient. D'ailleurs dans ce manichéisme où les ouvriers sont tant à plaindre, la presse française avait pistonné dans le rôle du mauvais, qui outre-Manche revenait aux ouvriers, les autonomes.

Le 13 janvier 1979, une cinquantaine d'autonomes, dans le quartier St-Lazare de Paris, après avoir attaqué la recette générale des impôts et deux agences de travail intérimaire, ont saccagé plusieurs vitrines, molesté quelques passants et policiers et incendié un cinéma. Le néologisme connaît alors une prolifération de mots-clé parallèle à la réduction accélérée du langage dans la cybernétique triomphante : la CFDT qualifie sa politique de "recentrage" pendant que le gouvernement "restructure" et que la CGT dénonce comme "provocation" toute action du "Mouvement Autonome". Le "mouvement autonome" français est né pendant l'été 1977 lors d'un combat de deux jours sur le site nucléaire de Malville contre la police : il y eut un mort. Les autonomes sont ceux qui se sont essentiellement opposés aux services d'ordre gauchistes, qui depuis quelques années prétendaient encadrer les manifestations étudiantes et écologistes contre les "provocations" de quelques casseurs de vitrines. C'est en copie de son homologue italien déclinant que ce mouvement français naissant se donne le nom d'autonome. Cette gauche à gauche de la gauche se réunit en "assemblées générales" dans une université, assemblées où se prennent fort au sérieux quelques manipulateurs pour la gloriole : il n'y a trace d'aucun débat qui soit jamais sorti de ces petits shows. Puis, le 1er mai 1978, les autonomes étaient venus casser quelques carreaux devant les gauches catastrophées de tant d'irrespect du travail. Les autonomes n'ont aucune unité organique à part leur "assemblée générale", qui n'a, elle non plus, aucune unité organique. La première faiblesse de ce mouvement est en effet de chercher sans cesse à s'organiser tout en refusant, autonomie oblige, toute organisation. Sa faiblesse principale est d'ignorer toute critique du spectacle, et donc, banalement, d'être le dernier spectacle de la critique.

Deux principales tendances peuvent se distinguer dans cette cohorte bigarrée d'ultra-gauchistes conspuant le gauchisme (500 personnes aux AG, 5 000 se parant de l'autonomie avec un grand a, ce qui affirme le contraire du sens du mot) : une minorité semi-lettrée, une majorité semi-militante. Côté semi-lettré, Bob

Nadoulek, qui se dit professeur de karaté, a écrit 2 ou 3 "bouquins" qu'il a vendu grâce au spectacle autonome, dont "l'Iceberg des Autonomes" ("le pouvoir sait pertinemment que la violence autonome n'est que la pointe de l'iceberg de la violence ouvrière"). Il y suit avec une bassesse qui ne doute de rien tout ce qu'il a pu glaner à l'étal de la théorie la plus récente, situationniste comprise, comme quelqu'un qui lit en diagonale (c'est d'ailleurs pourquoi je conseille de le lire au mieux comme j'ai fait, en diagonale). Ce triste bavoteur, qui appelle un vol une "réappropriation", cherche surtout à ne pas sortir du quotidien, quelque chose qui est à sa mesure. Comme les autonomes ne sont qu'un mot, ils ne peuvent même pas exclure ces semi-penseurs qui vendent une semi-prose en leur nom. Qu'un mouvement tolère un récupérateur aussi faible, mesure toute l'étendue de la faiblesse de ce mouvement. Côté semi-militant cette faiblesse règne sous la forme de désarroi véhément, de semi-mesures véhémentes. Les autonomes sont squatters, chômeurs, petits délinquants. A cette misère, le mouvement autonome est une justification. La violence ("petite violence", le terme est juste, dira un "militant" anonyme au Monde) est juste parce qu'elle est pensée ! Leur petite délinquance est devenue une idéologie ! Ils cassent des vitrines par devoir, pas par plaisir, l'action de St-Lazare n'est pas une colère spontanée, mais un travail de militants ! Ils sont ainsi sortis de la légalité, mais d'un tout petit pas, et ils ne veulent pas détruire cette légalité, ils veulent au contraire légaliser cette destruction ! Exaltant, non sans pédanterie, leur dégoût des théories compliquées, et non sans ridicule, leur fierté de l'ignorance, ils sont donc malheureux, timides et fragiles, d'autant plus qu'ils paraissent grandes gueules, hors-la-loi, tape-durs. Ils ressemblent aux hezbollahis, à cette différence que les hezbollahis ont fait une révolution sans la prévoir, alors que eux prévoient une révolution sans la faire. C'est pourquoi, plus vulnérables dans l'immobile et vieille Europe que les hezbollahis parmi la jeunesse révoltée de Téhéran, ils endossent plus facilement le spectacle exclusif de la violence. Ainsi, la presse qui leur accorde les gros titres pour des faits divers, le PC, qui hurle à la provocation dès qu'ils apparaissent, et même Giscard, qui le 17 janvier leur consacre un discours où il exige des punitions exemplaires pour les inculpés de St-Lazare, se servent de l'autonomie pour y amalgamer toute violence qu'ils condamnent et pour disculper toute violence qui les soutient : pour quelques vitrines cassées à St-Lazare ce sera trois ans de prison, alors qu'au même moment, un commerçant qui a assassiné un casseur est acquitté.

Les autonomes sont l'amalgame de la colère et de l'impuissance de la jeunesse d'Europe, de la défaite de la classe ouvrière et de sa

théorie la plus radicale. Ils sont les gardiens du matérialisme prolétarien de la classe ouvrière, comme Debord et Sanguinetti étaient les gardiens du matérialisme prolétarien de l'IS. Mais comme Debord et Sanguinetti ont cassé l'IS sur ce principe, les autonomes ne peuvent que contribuer à casser la classe ouvrière sur ce principe. Et tout comme lorsque les casseurs de l'IS tapent dedans, ils ne sont déjà plus dans l'IS éclatée, mais un des éclats de l'IS, les autonomes ne sont pas ouvriers, mais un des éclats de la classe ouvrière. Comme les casseurs de l'IS ont été en fait les derniers et plus radicaux conservateurs de l'IS, les autonomes sont les derniers et plus radicaux conservateurs de la classe ouvrière. Mais dans les deux casses, ce n'est que le moment de casser qui génère cet éphémère durcissement, dernière raideur d'un bras ferme, jadis souple. "Regarde-moi, regarde-moi bien : mes chaussures de tennis rappellent la discothèque, ma chemise un extrémiste, la boucle d'oreille un homosexuel, mes cheveux un chanteur. Rien ne rappelle un ouvrier. Parce que ceux qui sont à côté de moi sont des morts, des morts vivants, des cadavres qui travaillent, je veux que si quelqu'un entre dans l'atelier il s'aperçoive que je suis différent, que je suis vivant." Même en quittant les cadavres qui travaillent les autonomes n'imaginent pas un monde sans classe ouvrière. Mais leur existence en est le début.

Le 30 janvier 1979, à 4 heures du matin, les CRS dégagent l'usine de Chiers près de Longwy, où trois cadres sont séquestrés par les ouvriers. Soudain, c'est la colère : 10 policiers sont blessés par bouteilles et pierres. A 14 heures 30, les archives sont envahies et les dossiers défenestrés. 18 wagons de minerai de fer sont déversés devant l'usine, un semi-remorque de ronds de béton déchargé devant les bureaux. "La plupart de ces actions n'avaient pas été prévues par les syndicats, qui reconnaissent eux-mêmes que ces mouvements de colère se sont produits de façon spontanée." Plus tard, dans le centre de Longwy, 400 ouvriers attaquent, sans succès, le commissariat. L'affolement des syndicats, qui encadraient des gros cons d'ouvriers dont Le Monde notait avec satisfaction trois jours plus tôt la digne bonhomie, serait comique s'il était moins plongé dans la calomnie. "Il est même vraisemblable qu'en Lorraine, comme le laissent entendre des employeurs, mais aussi la CGT, certaines opérations de commando ont été menées par de jeunes agitateurs, venus de Paris et d'ailleurs." D'un commun réflexe, patrons et syndicats se servent ainsi des autonomes comme paratonnerre de la violence. Mais la foudre les a touchés. Insensiblement, la France avait changé de temps. "Le 17 novembre" (1978) "à Caen l'opération "ville morte" dégénère en bagarres et en mise à sac de magasins." Le 20 décembre, à la mairie de

St-Nazaire, les ouvriers d'Alsthom Atlantique, qui séquestraient leur patron, résistent violemment à l'intervention de la police ; le lendemain, 10 000 personnes manifestant leur soutien, ce patron est contraint d'avancer à immédiatement le lock-out annoncé pour Noël. A St-Chamond, une usine de textile, évacuée par la police le 21 décembre, puis réoccupée par les grévistes le 22, a été une scène de chasse aux vigiles patronaux, qui manquent d'être lynchés malgré l'intervention du député, puis du délégué syndical, puis de la police à nouveau. Enfin, à Denain, le 26 janvier, 1 200 sidérurgistes incendient les dossiers de la perception, cassant vitres et immeubles, jusqu'à l'intervention des CRS : "C'est la première fois que deux manifestations, l'une le matin, l'autre l'après-midi, ont été déclenchées sans mot d'ordre des syndicats." A partir de là, occupations d'usines, de bâtiments publics, destructions de dossiers, abolition du péage sur les routes, renversement de fer et d'acier par tonnes sur les routes et voies ferrées, deviennent si courants que les syndicats se voient contraints non plus de parrainer là de nouvelles actions spectaculaires, mais de cautionner des routines nocives, car fatigantes, illégales et porteuses d'affrontements. S'ils ont eu du mal à secouer les ouvriers, ils ont maintenant du mal à retenir les pauvres modernes. Le mensonge et la grève de 24 heures restent les coups bas privilégiés de la CGT, thermomètres de la peur syndicale. Ainsi, le 31 janvier, devant les trous de boulons dans la façade du commissariat de Longwy, ces staliniens s'empressent d'inventer des "professionnels de l'émeute et éléments extérieurs et provocateurs" ; puis de décréter une grève dans la sidérurgie pour le seul 16 février. Essuyant les premières grosses gouttes de l'orage, le cancrelat, inquiet, gesticule des antennes.

Mais lorsque le vent est dans le dos des gueux, les coupe-vents syndicaux, emportés par la tempête, deviennent de dangereux projectiles. Ainsi, la veille d'une "journée interprofessionnelle contre le chômage", 10 000 Nantais manifestent contre la police qui a délogé une usine occupée. Le lendemain 8 février, après avoir tenté d'égarer 15 000 manifestants sur un cortège de 8 kilomètres, l'intersyndicale reconnaît comme erreur de ne leur avoir pas assigné de buts : pendant deux heures, ces furieux s'en étaient trouvés un, en attaquant la préfecture, jusqu'à ce que les syndicats les détournent vers un meeting. Peu longtemps dupes, ces ouvriers reviennent au combat. Mais la diversion syndicale a permis à la police d'occuper les rues autour du bâtiment. Ce sont donc les vitrines de celles-ci qui font les derniers frais de la journée. Rattrapant leur base dès le soir, les syndicats endossent la responsabilité de la journée ; et pour avoir le dernier mot, font encore défiler 5 000 encadrés, le lendemain.

Maintenant, les syndicats ont peur. Aux premières loges, ils deviennent un mouvement profond, vivace, dangereux. A St-Nazaire, 400 manifestants influencent le jugement contre la séquestration du patron d'Alsthom. Les mineurs de fer de Lorraine commencent à imiter les sidérurgistes, et la séparation des deux corporations n'est maintenue in extremis que par l'organisation d'une grève de 24 heures dans la première. Même les cadres, en s'offrant une journée nationale, bloquent les routes ; les employés de banque, puis ceux des assurances, manifestent dans Paris, occupent leurs bureaux ; SNCF (chemins de fer), PTT (postes), EDF (électricité), subissent des grèves locales, presque toutes sauvages, maintenant continuellement. A St-Etienne, le 31 janvier, les routes d'accès sont bloquées par un comité de chômeurs, les employés de Manufrance et les pompiers en grève ; des débats publics où les deux partis sont hors la loi se profilent déjà : un Comité de Défense des Libertés de Circulation sème des clous sur le parking de Manufrance le même jour pour protester contre le blocage des routes, en signant : "les routiers sont encore sympas." De multiples comités d'usagers bloquent les trains pour protester contre l'état dans lequel la SNCF les laisse. A Paris, les autonomes font un raid sur les parc-mètres (et écopent de lourdes peines). A Denain, le 6 février, des cadres d'Usinor sont séquestrés sans l'accord des syndicats et ne sont pas relâchés, malgré l'ordre des syndicats. Près de Longwy, la sous-préfecture de Briey est saccagée et la police reçue à coups de cocktails Molotov. Les syndicats ont beau diviser, épuiser, organiser des journées pour l'emploi (le 7 février dans le Rhône, le 9 à La Rochelle et Rochefort, le 10 dans l'Orne, le 20 à St-Etienne), rien n'y fait, le vent est de plus en plus fort. En prévoyant que celle du 16 à Longwy ne suffira plus aux ardeurs, elle leur fait miroiter un au-delà encore plus grand, une "marche sur Paris", dont le principe est accepté par tous les syndicats à une date à fixer, en mars.

A travers toute la France ce sont donc des étincelles de durée, d'ampleur et de formes différentes. Il ne leur manque que l'unité. Comme au Royaume-Uni, les syndicats occupent le carrefour des consciences, dos vers l'avant. Seuls les autonomes prônent une offensive. Mais ces casseurs de vitrines sont devenus la vitrine de la casse, et leurs prônes sont des litanies, pas l'intelligence pratique d'un mouvement, qu'ils comprennent aussi mal qu'il les comprend. Le gouvernement n'a pas tort d'en mépriser les convulsions provinciales : que Longwy tombe aux mains des ouvriers de Longwy n'affecte que les représentants de l'ordre de Longwy. En France, l'unité ne se fait qu'à Paris. Les provinciaux montent à Paris, les Parisiens descendent en province. Une jalousie ridicule, car disproportionnée, une haine

inconcevable des habitants des villes de province pour Paris est encore aggravée par les Parisiens, qui condescendent nonchalamment à vanter, pour le peu qu'ils en parlent, la lenteur de la vie et l'intimité forcée des capitales de province, quand ce n'est pas leur pittoresque ou une autre forme d'arriération. "Du temps de la Fronde," notait déjà Tocqueville "Paris n'est encore que la plus grande ville de France. En 1789, il est déjà la France même." Mais depuis "L'Ancien Régime et la Révolution", 1848, 1871, 1968, pour ne citer que le plus notoire, ont fait de Paris la capitale des révolutions de la vieille Europe. Un tel pavé oblige. Pour gouvernants et gouvernés, les rues de Paris restent la tranchée de l'histoire, c'est là qu'on en découd : si ces lumières du passé brouillent le regard à la nouveauté, elles révèlent aussi la hauteur à laquelle de glorieux aïeux ont élevé les exigences minimums. Ainsi, c'est bien à Paris qu'il faut fédérer le mécontentement pour que sa portée dépasse les frontières. Car comme de Longwy à Nantes, de Denain à Southampton, et même de Managua à Téhéran, le plus court chemin passe par Paris. Si Paris brûle aujourd'hui, demain l'incendie aura gagné tous ces lieux, alors qu'à l'inverse, il faut encore beaucoup d'efforts pour que le feu d'un, même de plusieurs, de ces lieux embrase Paris. Mais Paris a plus changé depuis 1968 qu'entre 1871 et 1968. La rue Gay-Lussac est goudronnée. La banlieue, chaotique, sinistre, silencieuse, est trois fois plus peuplée que la ville dont elle est mieux séparée par cette autoroute périphérique que dans n'importe quelle autre ville du monde. Intra-muros (intra-périphériques serait plus juste), il n'y a plus d'ouvriers. Gouvernements et organisations de la classe ouvrière ne veulent pas le savoir, parce qu'ils se sentent fautifs de cette destruction de la tradition. Mais l'existence des autonomes l'indique assez : les seuls agitateurs du parti ouvrier dans Paris ne sont pas des ouvriers ; et pour que les ouvriers y manifestent, on est obligé de les rameuter en province. Et comme ce phénomène est occulté à Paris, il est ignoré partout ailleurs. De fait, en France, il n'y a d'autonomes qu'à Paris, là où il n'y a plus d'ouvriers. Si ce terrain de bataille est donc bien choisi, le temps, le monde, l'ont changé. La polarité entre l'Ouest bourgeois et l'Est populaire n'existe plus ; la débauche a disparu : les Halles Centrales sont un trou, les abattoirs de la Villette une ruine abandonnée, et l'Etat vient d'achever un temple de la Culture-supermarket, Beaubourg ; les cadres envahissent, aseptisent, dévitalisent Montmartre, Montparnasse, le Quartier latin, le Marais. Paris se spécialise dans le monde en serre de culture, de frivolité, de luxe et de bon goût de seigneurs et d'artistes disparus parce qu'ils ne vivaient là qu'une truculence disparue dans le mouvement constitutif

de cette spécialisation. Les nuits de Paris, enfin, se sont aussi retirées sous verre. Et les valets, aussi bien que les gueux, ignorent tout cela. Aussi, les troubles de 1979 sont bien d'une classe ouvrière épuisée, incapable de se fédérer dans un monde si révélé qu'elle même y devient un malentendu.

Et pourtant, la grève qui aurait pu et du faire communiquer toutes les autres, commence, à Paris, le 6 février. Le président de la Société Française de Production, qui fabrique émissions et films de télévision pour les trois chaînes de télévision, nationales, annonce brusquement des licenciements. Le prétexte est superficiel, la première réponse est radicale : La SFP est en grève le jour même, aussitôt suivie par le personnel des trois chaînes, réduisant le plus conservateur des moyens de propagande dominants au "programme minimum". Les grévistes, si solidaires malgré les manoeuvres du patronat, de l'Etat et des syndicats, n'ont manqué que de peu de lucidité et d'audace pour joindre réellement l'agréable à l'utile : le 11 février, destruction du matériel et des locaux de FR3 Grenoble ("Il s'agit d'un attentat absurde et coûteux. Cette action est l'oeuvre de casseurs et non de spécialistes" dit le préfet comme s'il existait des spécialistes de ce genre d'action) ; et le 18 février paraît dans Le Monde cette lettre d'un groupe minoritaire de grévistes, les Piratélés, qui évoque et rejette le "noir à l'antenne" pour combattre l'odieuse imposition du "programme mini-mum" parce qu'il lui préfère la "fabrication "d'émissions libres", tournées par les grévistes, sur tous les problèmes et les questions de l'heure qui se posent à chacun et à chacune, dans tous les pays, du chômage à l'Europe, de l'avortement aux problèmes de "sécurité", des radios libres au nucléaire. La liste n'est pas limitative". Ces anonymes proposent en outre l'utilisation des décors pour des spectacles immédiats et le passage sur l'écran d'émissions jusqu'à présent toujours refusées par la direction (comme le film "Le Chagrin et la Pitié" qui dénonce la collaboration quasi-généralisée des Français avec l'occupant nazi entre 1940 et 1944, à contre-courant de la version officialisée depuis, d'une France fondamentalement et héroïquement résistante). "Nous savons que des centaines de salles en France sont prêtes à accueillir des émissions faites par des grévistes." Enfin, le 1er mars, en assemblée générale, les syndicats arrivent à faire cesser cette grève dont la menace a été tellement plus forte que l'exécution, collée au prétexte : comme chez les autonomes, la perte du but et de la vision d'ensemble, amènent un pas de trop, semi-spontané, et un pas de pas assez, semi-idéologique. Les licenciements initiaux ont été suspendus : "Une jeune femme explique : "nous avions mandaté pour que des négociations s'engagent

si le préalable des licenciements était supprimé. Aujourd'hui, il n'est que suspendu. Ce n'est pas la même chose." Plusieurs motions sont déposées dans cette AG, dont une de défiance contre l'intersyndicale, qui parvient à ne faire voter (et approuver) que la sienne, qui appelle à la reprise du travail, puis à dissoudre l'assemblée. "Plusieurs personnes se précipitent vers les micros en criant : "c'est inadmissible, nous n'avons pas pu nous prononcer sur les autres motions. Le monopole de l'intersyndicale est anti-démocratique." Pour découvrir cette évidence si tard, les grévistes des chaînes laissent ainsi ceux de la SFP se faire battre isolément, et l'ensemble de la radio-télévision se faire battre isolément de tous les autres grévistes.

C'est d'autant plus dommage que le 16 février les sidérurgistes ont forcé partout les syndicats à prouver combien ils sont ennemis de toute révolte. Cette journée d'"action" destinée à épuiser des ouvriers maintenant trop mobilisés, a eu l'effet inverse. Se réunissant le 12, pour préparer ce qui ne peut plus être annulé, ces inoculateurs de bromure social "pour éviter, semble-t-il, tout débordement n'entendent pas donner de directives précises dans le cadre de cette journée. Les actions seront diversifiées mais viriles". Ils disposent de l'appui réitéré du ministre du travail, Boulin : "J'approuve la position des syndicats qui aujourd'hui se mettent en avant pour exprimer les préoccupations légitimes des travailleurs du Nord et de la Lorraine." "Je préfère que ce soient des organisations syndicales plutôt que des éléments incontrôlés et je fais confiance à l'esprit des syndicats, à leur organisation et à leur calme pour exprimer les revendications des travailleurs." Quelque vague inquiétude semble en effet avoir transpiré jusqu'au gouvernement. Giscard allait même jusqu'à dire, le 15 février, qu'il comprenait "le désespoir et la fureur" (pas toutefois jusqu'à St-Lazare, semble-t-il). Le 16, à 10 heures du matin, un syndicaliste longovicien manifeste son soulagement : "La ville est à nous." C'est en quoi la racaille syndicale peut se féliciter d'une victoire : la frontière toute proche de Longwy a été gardée par les syndicats belges d'un côté, français de l'autre. A Longwy, où le tocsin sonne, où tout est occupé, où les syndicats font fermer les boutiques et les bistrots de manière à ce que la buvette installée par la CFDT soit "le seul endroit de la ville où l'on puisse se désaltérer", le compromis entre conservateurs de la classe ouvrière et pauvres modernes, qui est une victoire pour les premiers et une défaite pour les seconds, est résumé dans cette phrase : "Une ambiance à mi-chemin entre la kermesse et l'insurrection." D'un côté la kermesse, la parodie de gaieté des tristes ; de l'autre, l'insurrection à mi-chemin, c'est-à-dire encore la kermesse, l'insurrection compromise. Autour de Denain, les syndicats avaient

réussi à diviser la menace en une quinzaine de manifestations dans quinze villes différentes. Comme à Longwy ("Les bruits les plus alarmants circulaient dans la cité de l'acier : on disait que cinq cents "gros bras" cégétistes de Boulogne-Billancourt devaient venir spécialement de Paris pour "tout casser" ; et la CGT annonce que des gauchistes étrangers étaient attendus "avec certitude") les calomnies syndicales aident le froid à la paralysie de la rue ("120 kilogrammes de dynamite volés la veille à Denain, l'assaut de la sous-préfecture inscrit au programme de la journée, les groupes autonomes-anarchistes montés de Paris ou descendus de Lille etc..."). Le Monde constate : "Tout s'est passé comme si les appareils syndicaux, redoutant l'affrontement, avaient épuisé la combativité de leurs troupes en les mobilisant sur des terrains dispersés pour des actions diffuses." Et, peu en reste, ce journal de gauche ne publiera les réels débordements de cette journée qu'avec un jour de retard et une infime publicité : près de Marseille, à l'usine de Fos, la police a attaqué un barrage routier ; à Nantes, la police attaque des manifestants qui descendent les grilles de la chambre patronale au chalumeau ; et à Sedan, "une centaine "d'incontrôlés" ont attaqué le commissariat de police et brisé les vitres, détruit du matériel au centre des impôts" : 7 blessés, 26 interpellés. C'est la première fois que le gouvernement est obligé de faire juger des ouvriers qui jusque-là bénéficiaient, la sympathie publique aidant, d'une impunité légale complète, malgré des actions illégales maintenant tous les jours. Et cette mansuétude paraît d'autant plus criante, tant elle contraste avec la spectaculaire répression qui s'abat sur les autonomes, ces images du mal, quand ils se manifestent à Paris. C'est que la pleurnicherie est à l'ordre du jour. Tout le monde plaint ces malheureux ouvriers qui vont perdre leur enviable emploi, jusqu'à la police, qui en manifestant aussi (décembre 1978), voudrait qu'on la plaigne aussi, puisqu'elle-même pleurniche sur son sort, et sur celui des autres. On assistera même au risible spectacle d'un syndicat de CRS demandant solennellement aux émeutiers sidérurgistes "que ceux-ci ne se trompent pas de cible" ! ("Est-il besoin de rappeler que ce ne sont pas les policiers qui légifèrent" : par conséquent, cassez la gueule aux députés !) Mais la palme en pleutrerie flagorneuse, par l'outrance exceptionnelle de sa démagogie et une hypocrisie poussée jusqu'à l'insolence, reviendra au boeuf Mauroy, qui en tant que président du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, soit par trouille, soit par avidité électorale, probablement les deux, cherche à légaliser les excès qui le menacent, en portant plainte contre X, aussitôt après l'émeute du 8 mars à Denain : "au nom des travailleurs dont on veut supprimer les emplois,

contre les abus de toute nature dont ils ont été l'objet, soit par voie de fait, soit par déclarations". Nous nous en doutions : Mauroy et X ne font qu'un, puisque le premier abus "par déclaration" est de se plaindre "au nom des travailleurs" qui ne l'ont jamais mandaté. Aussi fausse qu'au Royaume-Uni, l'opinion, comme résultat de l'information, cherche en France à noyer dans une pitié oecuménique ce qu'outre-Manche elle brûle dans la plus ardente calomnie.

La marche sur Paris, prévue pour le 23 mars, dont l'horizon se rapproche, ressemble déjà à ces hôpitaux ou prisons concoctés par administrations et urbanistes qui voient la capacité d'internement qu'ils ont planifiée large, débordée au moment où ils posent la première pierre. Le 21 février, la CFDT, proposant des débouchés de plus en plus éclectiques à l'activité grandissante d'une base qu'il ne s'agit déjà plus de freiner, mais de faire tourner sur place, appelle à l'occupation de l'émetteur de télévision de Longwy ; et, le 23, passe des diapositives sur Antenne 2, avant d'être brouillée. Dans la nuit la police déloge les occupants. Alors que l'émetteur est aussitôt relâché par la police et repris par les ouvriers, 500 d'entre eux réveillent Longwy : tocsin, sirènes d'usine, haut-parleurs. A partir de 6 heures, c'est le deuxième assaut du commissariat, isolé par la chaux déversée dans les rues adjacentes, attaqué au bulldozer. Ce n'est que vers 8 heures que, après un accord du député communiste Porcu avec le préfet, l'intersyndicale parvient à entraîner les combattants à construire des barrages au loin pour empêcher l'arrivée de renforts de police, pure diversion qui sauve les assiégés ("nous pouvions tenir une heure, pas plus" dira le commissaire), malgré quelques irréductibles. En fin de matinée, 7 cars de gardes mobiles, avec la complicité sandiniste des gauches, se jettent dans la place. Au même moment, Porcu, dont l'action ce jour-là met admirablement en valeur les deux syllabes de son nom, demande aux commerçants de fermer boutique : "Des groupes d'incontrôlés essayent d'ameuter l'opinion publique. Ne vous laissez pas faire." Cette salope pourra se vanter le 26, dans Longwy scindé, là l'Etat réduit à son commissariat, tout autour les Ortega de l'intersyndicale et du PC en train de policer tout ce qui pourrait s'attaquer à toute police : "grâce à l'esprit de responsabilité des élus communistes des conséquences dramatiques ont pu être évitées le 24 février." Pour la première fois, en effet, des impacts de balles ont été relevés sur le bâtiment attaqué. Même le dernier carriériste de gauche sait sa carrière en jeu si pour défendre un emploi des employés attaquent à coups de fusil des commissariats de police. Ceux qui pour des objectifs aussi dérisoires utilisent des moyens aussi extrêmes, ne sont pas loin de découvrir des objectifs extrêmes ; et tout ceci dans la

plus grande impunité, malgré les aboiements affolés des menteurs communistes, qui tentèrent tout pour amalgamer cette offensive au spectacle autonome. Mais même ces "autonomes", d'ordinaire si gourmands de réclame, n'osèrent revendiquer ce qui appartenait aux gueux de Longwy, qu'ils ne purent qu'admirer ou envier.

Mais ce mouvement, quoique aveuglé, muselé, canalisé, épuisé, dispersé dans tous les cul-de-sacs de l'activisme et de l'idéologie, n'est pas encore à son faite. Quoique moins libre, beaucoup moins connu, car moins réprimé, et infiniment moins fertile, car infiniment moins confiant que celui d'Iran, il est soudain indubitablement de même nature : anonyme, sauvage, vigoureux, bien que moins jeune et affaibli par un lourd fardeau de domesticité. Aussi bien l'origine de cette idée est invisible, aussi bien son fond, dans la multiplicité cohérente des misères de la pauvreté moderne saute aux yeux, à peine voilé par le tulle transparent des licenciements. Le 6 mars au soir, au retour d'une action de dispersion syndicale (blocage de route près de la frontière belge), un car d'ouvriers d'Usinor-Denain est attaqué par la police qui en casse les vitres, y lance des grenades lacrymogènes et fouille les ouvriers. Cette version est attestée par tous et niée par la police. le lendemain, 11 heures, 2 500 ouvriers attaquent le commissariat de Denain, alors que "l'Intersyndicale appelle à une riposte sur l'autoroute". Vers midi trente, une trêve tacite est observée au moment de la sortie des écoles, rompue alors par une charge de police ordonnée par le commissaire de Denain malgré la réluctance de ses hommes. "Toute l'après-midi c'est une mini-guérilla dans les rues de Denain aux alentours du commissariat." Barricades, cocktails Molotov, bulldozers, Longwy a gagné Denain. A 17 heures, l'intersyndicale (dont les chefs, négociant avec le patronat à Paris, quittent la salle "tant que les ouvriers d'Usinor-Denain se faisaient matraquer par la police" ; c'est alors plutôt l'inverse !) distribue un tract annonçant la suppression des licenciements et appelant à occuper l'usine. "Un manifestant déclare : "Occuper quoi ? Il n'y a personne à l'usine. A quoi ça sert ? On reste ici". "Certains manifestants n'en prennent même pas connaissance, froissant et piétinant la feuille en hurlant "qu'il n'était plus temps de discuter, mais d'y aller". Des jeunes "très organisés "marchent" au sifflet et fabriquent à la chaîne des sortes de cocktails Molotov avec des canettes de bière vides remplies d'essence, enflammées et lancées par dizaines sur les forces de l'ordre." A 17 heures 30, la place devant le commissariat est reprise par une violente contre-attaque. Puis, de petite progression en petite progression, pendant huit heures, la police va ressoumettre la ville. L'ennemi avoue 30 manifestants et 15 policiers blessés, dont 7 par

balles "sans parler des dégâts matériels, voitures incendiées, vitrines et carreaux brisés, panneaux de signalisation arrachés. Cette fois-ci donc, les balles n'ont plus touché que la façade d'un immeuble de l'Etat, mais les jambes de ses repré-sentants. Et il faut supposer que les dégâts connus ne sont qu'une fraction des dégâts commis, puisqu'il n'y a aucune raison pour que la police mente moins que la CGT, dont le chef du syndicat de la sidérurgie diffame ainsi les sidérurgistes : "Il s'agit d'agissements de groupes paramilitaires n'ayant rien à voir avec les sidérurgistes." En effet, devant cette proposition de guerre civile, alors que l'Etat, terré à Paris, fait le dos rond, la CGT, en première ligne, s'aperçoit avec horreur que la licence a atteint les sidérur-gistes avant que le patronat n'ait pu l'imposer. Ces ouvriers d'hier ne ressemblent pas à des ouvriers, aujourd'hui. Aussi décontenancée que menteuse, la CGT hurle à la provocation de l'Etat, comme si d'ailleurs la provocation, ce préliminaire pour écourter les préliminaires d'un combat, était un péché capital, comme si son exorcisme de la provocation, devenue mot-choc, pouvait empêcher le combat, ou déterminer son issue.

Le 12 mars, les syndicats s'accordent pour diviser la classe ouvrière française touchée par la rage, en vue du 23. La CGT veut noyer les furieux dans une grande manifestation inter-professionnelle, comme les néo-islamistes de Téhéran enferment dans des cortèges les émeutiers de Téhéran ; la CFDT accepte d'endosser l'impopularité en se désistant soudain de cette manifestation tant attendue. Effrontément, elle accentue plutôt son acharnement à diviser et morceler les ouvriers, en annonçant une journée d'action le 19 mars dans les Ardennes, le 20 à Longwy, le 21 à Valenciennes et une "marche sur Dunkerque" le 27 ; cette soudaine et spectaculaire divergence entre les deux centrales syndicales est leur premier accord depuis longtemps : leur rivalité est devenue un luxe qu'elles peuvent à peine maintenir en façade. Car, en vue du 23, ces policiers-là aussi ont pris des balles dans la façade et dans les jambes.

Les émeutes de Longwy et Denain (une émeute est toujours une surprise) avaient fait craindre les uns et espérer les autres qu'une manifestation inter-professionnelle massive n'étoufferait pas la colère de quelques sidérurgiste enragés, mais qu'au contraire cette colère gagnerait l'ensemble de la manifestation. Car, entre-temps, l'illégalité et l'impunité semblaient déferler sur la France entière : alors qu'on ne comptait plus les occupations d'usines et séquestrations de patrons, les routes et voies ferrées bloquées, les cheminots s'étaient battus avec la police à Paris le 7 mars, la direction de l'EDF ne maîtrisait plus les

coupures de courant sauvages, et les postiers paralysaient si bien les centres de tri que le secrétaire d'Etat aux postes laissa naïvement échapper le degré de subversion atteint : "Il n'est pas normal que dans le cadre d'un service public, on s'amuse avec la grève comme on fait." Avec effroi, police et syndicats imaginaient la rencontre, sur les boulevards de Paris des fusils de Denain, des chalumeaux de Nantes et des boulons de St-Etienne. Et c'est de Marseille, troisième ville du pays, que retentit le clairon de la bataille. Les écoliers en grève y commencèrent à affronter la police, le 22 mars au matin, continuèrent dans la ville voisine d'Aix l'après-midi, et reprirent l'assaut le soir sur la Canebière. Le volume des hurlements syndicaux, désormais rituels, à la provocation, mesurent la vivacité de ce nouvel engagement impuni contre l'Etat ; et la lettre jamais contredite d'un professeur syndicaliste, amer et désabusé, dénonçant la liquidation de cette grève ce jour-là par son propre syndicat, la vitesse à laquelle voyageaient alors les consciences en contraste avec la lenteur de l'information, puisque "Le Monde" ne la publia que le 14 avril.

c) Le 23 mars 1979, à Paris

Le 23 mars 1979 est la première occasion de révolte majeure en France, depuis 1968. Mais par rapport à 1968, la faiblesse du mouvement paraît éclatante. Les manifestants sont vieux, pas jeunes ; ouvriers, pas gueux ; provinciaux, pas parisiens ; leurs syndicats marchent devant, pas derrière ; leur prétexte conscient est la conservation d'un emploi, d'une industrie, d'une région, pas leur critique ; fatigués, usés, intimidés, ils convergent vers un champ de bataille prestigieux, qu'ils ne connaissent pas, pour une bataille définitive, alors qu'ils s'interdisent eux-mêmes d'envisager cette rencontre comme une bataille. Le monde ne leur est guère favorable non plus : les ouvriers italiens sont engloutis dans le spectacle Moro ; les ouvriers britanniques, auto-satisfaits, sont déjà en pleine dissolution ; quant aux pauvres modernes de Managua, enfermés dans le silence, et de Téhéran, enfermés dans une représentation, ils sont déjà aussi différents des ouvriers en voie de disparition d'Europe, qu'indifférents à leurs apparitions.

L'ouverture d'un débat sur le monde paraissait donc peu probable. Mais c'est un de ces rares moments où ce débat est au bout d'une journée. Et il fallait donc la décider : car pour ces ouvriers montés à Paris, c'était la dernière chance, non seulement d'entrer dans

l'histoire, mais même d'obtenir satisfaction sur leur misérable prétexte. Ils en étaient arrivés au point exceptionnel où même pour parvenir à ce plus modeste des résultats, il leur fallait, en une bataille, produire le plus ample des résultats. Pour les ennemis de ce débat, Etat, syndicats, autonomes, information, il y avait, comme chez les ouvriers, davantage sensation que conscience d'un enjeu si vaste, duquel l'habitude d'un quotidiannisme lénifiant avait depuis longtemps obstrué la visibilité. Ainsi, les conséquences ne paraîtront qu'à la hauteur des objectifs avoués : inessentiels, révocables, oubliables. Cet anonymat a-historique, où l'humilité rejoint l'humiliation, était l'empyreume de la défaite, précédant déjà cette dernière bataille de la classe ouvrière en France, qu'il s'agissait, ce 23 mars, de dépasser en cassant l'Etat ou de casser en sauvant l'Etat.

Alors que les pauvres modernes créent toutes leurs brèches en se soulevant spontanément, les ouvriers prévoient et annoncent encore les lieux et les dates où ils vont livrer bataille. L'ennemi a appris à esquiver le plus souvent ces affrontements décisifs proposés consciemment, et c'est pourquoi il est devenu impossible de prévoir le lieu et la date d'une insurrection. Mais ce qui condamne la classe ouvrière à disparaître de la guerre sociale, c'est que dans ces batailles prévues, traditionnelles parce qu'elles présupposent deux partis antagoniques conscients d'être partis et d'être antagoniques, les ouvriers eux-mêmes en ont perdu la conscience : car en cela ils sont déjà des pauvres modernes. Leur première faiblesse, incurable, le 23 mars, consistait à avoir acculé l'ennemi à se battre, sans s'être eux-mêmes préparés à une bataille.

Jamais aucun objectif minimum n'a été formulé. Il aurait fallu au moins amener l'Etat à traiter sur le terrain de bataille. L'Etat français, d'ailleurs, n'y aurait probablement pas survécu. Pour atteindre cet objectif, il fallait tenir le terrain, au moins jusqu'au 24 au matin, pour que le public voie cette victoire (bien encadrés syndicalement, les sidérurgistes avaient passé le clair de la préparation de leur manifestation à organiser leur retour le soir-même). Pour tenir le terrain, il fallait le prendre, donc attaquer et battre la police (l'intervention de l'armée ne pouvait être ni immédiate, ni sûre pour l'Etat), entreprise difficile mais pas impossible, même avec les armes du bord. Pour cela, il eut fallu que les ouvriers de province connussent Paris ; pour cela, il eut fallu qu'ils s'allient aux gueux de Paris ; pour cela, il eut fallu qu'ils connussent l'existence de gueux dans le monde ; enfin, il eut fallu que ces ouvriers laissent à la maison leur timidité par rapport à la capitale et emportent leur colère contre ses représentants,

et non pas l'inverse ; et, bien sûr, qu'ils connussent la disposition de leurs ennemis.

Les ennemis du débat sur le monde étaient ainsi disposés : la police, réorganisée pour l'occasion était déterminée à attaquer la première ; les syndicats, qui gagnaient d'autant plus étroitement les ouvriers que ceux-ci s'en remettaient à eux pour la connaissance du terrain, étaient déterminés à les empêcher de se battre. Ces deux alliés manipulaient conjointement le pivot de la bataille, les autonomes : d'un côté les autonomes furent la justification des attaques policières, de l'autre du spectacle syndical d'une "provocation" policière, qui dégoûta les ouvriers de se battre. Le gouvernement avait confié sa survie à sa police, les partis d'opposition la leur à la CGT. L'information s'était contentée d'effacer la conscience de l'enjeu.

Reste, avant de découler les événements, à décrire l'état moral des protagonistes. Les pauvres de Paris furent absents au propre comme au figuré. Les ouvriers de province furent humbles car impressionnés, dignes car courroucés, comme une vertueuse classe ouvrière se doit de l'être ; ce qui n'est pas décelable dans cette pose anachronique, c'est à quelle profondeur gît la colère, et si enroulés dans leurs tristes banderoles, il n'y avait pas les gais fusils de Denain. Les autonomes, militants impavides et bornés, furent des pupazzi faciles à manipuler, enthousiastes comme des starlettes du rôle de bombes puantes que les metteurs en scène ennemis leurs avaient fait paraître prometteur pour leur avenir. L'anxiété, chez les syndicats comme chez les rats, multipliait l'activité, l'agressivité, la faconde. La police qui avait visiblement peur de ce qui s'était passé à Denain, et peut-être envie de le venger, se recueillait dans une grossièreté fébrile prête à libérer sa brutalité maladroite. Les politiciens, prétextant l'embellissement de leur fade spectacle électoral dont l'apogée était prévue le 25, s'abstinrent craintivement de la manifestation. Les journalistes se rangèrent derrière les CRS.

Le matin du 23 mars, la police arrêta 84 présumés autonomes, pour ne pas être accusée de laxisme au cas où la journée deviendrait une bataille, et pour se donner le mérite de l'avoir évitée, dans le cas contraire. Il faut souligner cet abus. Chaque fois que l'Etat viole la loi pour défendre la loi et l'Etat, cette incohérence dénonce son propre projet, sa faiblesse et sa peur. Dans l'abandon de ses propres règles sous la pression de ses ennemis, l'Etat révèle avoir perdu la confiance de soi, autant que ces ennemis de ses lois, lorsqu'ils font appel à sa loi.

Cinq cortèges partirent le matin de cinq banlieues communistes (car pour la CGT, inféodée au PC, il importe de perpétuer la légende de l'Est ouvrier contre l'Ouest bourgeois, quitte à la déporter au-delà du périphérique) pour se réunir place de la République, où devait commencer à 15 heures un solennel défilé jusqu'à la place de l'Opéra. Cette division en cinq cortèges ne pouvait amener à la République que des manifestants déjà fatigués, fatigués séparément. D'autre part, nul besoin d'être expert en manifestations ou de connaître par coeur Hillairet pour savoir que, compte tenu du nombre de personnes attendues, la distance République-Opéra n'offrait pas suffisamment de place pour qu'elles "défilent" toutes, en même temps. La CGT, organisatrice, prétendit s'être vue refuser l'autorisation d'aller jusqu'à la gare St-Lazare, ce qui est à peine plus loin. Il paraît évident, devant l'impossibilité d'interdire cette manifestation, que la CGT n'aurait pas eu à insister beaucoup pour obtenir cette autorisation ; et il y a même fort à supposer que c'est elle qui a suggéré ce parcours atrophié.

200 autonomes s'étaient mis à la tête du cortège parti de Pantin. Dès midi vingt, porte de Pantin, ils s'affrontèrent au service d'ordre de la CGT. Le drôle fut que cette poignée d'autonomes, marchant devant, entraîna ces moutons de Panurge, qui ignoraient Paris, hors du trajet prévu, qui passait devant le siège de la CGT. Mais ce détour n'avait pas pour but cet escamotage. Ces autonomes allaient simplement chercher leurs cocktails Molotov qu'ils avaient déposés préalablement dans les consignes de la gare de l'Est. Cette péripétie ne mérite d'être rapportée que parce qu'elle servit, après coup, à tous les zéloteurs de la thèse du complot à prouver (ou plutôt à ne pas prouver) l'impeccable et machiavélique organisation des autonomes. A 15 heures, place de la République, une petite colonne de CRS vint charger les autonomes. Ceci permit au service d'ordre de la CGT de séparer spectaculairement les ouvriers des combats, en dégageant cette faible unité prise dans "une véritable souricière". Les jours suivants, les policiers prétendirent que c'est la CGT qui leur avait demandé cette intervention, ce que la CGT ne démentit jamais, à ma connaissance. Furieux de se voir ainsi divisés des ouvriers, les autonomes se frottèrent violemment à ce SO à la porte St-Martin et autour. Le 27 mars, dans une conférence de presse, les autonomes prétendirent y avoir attrapé, à 15h15, un policier en civil, sans papier ni arme de service, qui n'aurait été sauvé que par le SO de la CGT, ce que ce dernier ne démentit pas non plus. Pour que les ouvriers ne se battent pas contre la police, il fallait que la CGT les sépare physiquement des autonomes. Ceux-ci, sans unité organisationnelle, mais agglomérés par le partage de leur volontarisme, étaient si faciles à infiltrer, que c'eut été une faute grave,

pour chacun des partis manipulateurs en présence, de s'en abstenir. C'est pourquoi Maurice Lourdez, chef du SO de la CGT, est obligé de faire la preuve ("Le 23 mars du service d'ordre de la CGT", chapitre 3 de "Le 23 mars 1979" de Claude Picaut, barbouilleur stalinien de l'"Humanité Dimanche") que sa milice, ce jour-là, n'a combattu que les autonomes, avouant par là qu'elle n'a même pas songé à combattre la police d'un Etat si ennemi des ouvriers qu'elle encadrait ; bien plus, que ses seules rencontres avec la police étaient des négociations, contre les autonomes ; et que sa seule opposition à la police était de se plaindre que celle-ci ne se conformait pas systématiquement aux mouvements que ce SO préconisait, sans discussion les plus efficaces contre les autonomes. Car la thèse de la CGT, que Lourdaud et Pique-aises cherchent à confirmer a posteriori, est que la police ménageait les autonomes (contrairement à la CGT), parce que tous les combats de la journée étaient en fait des combats "provoqués" par des policiers infiltrés chez les autonomes, contre les policiers en uniforme, pour discréditer les ouvriers, par amalgame. C'est ainsi que ce SO arrêta, comme les autonomes porte St-Martin, un policier en train de lancer des pavés sur la police, mais muni de ses papiers et arme de service. Cette prise, dont ils sont les seuls témoins, devint pour les staliniens le point culminant de la journée. PC et CGT court-circuitèrent dans ce spectacle toute analyse du 23 mars, et même l'objection du ministre de l'Intérieur, contraint de défendre ses services, que si la police avait voulu infiltrer les autonomes, ce n'aurait certainement pas été au moyen d'agents identifiables en tant que tels. Ce show triangulaire complexe, entre police, CGT et autonomes, où complots, provocations et manoeuvres policières sont dans tous les discours, parce qu'il s'agit de dissimuler combien ils sont dans toutes les pratiques, est une forteresse, aux antipodes du commissariat de Denain, que les ouvriers de la France profonde sont incapables d'attaquer.

A 17 heures, aussitôt arrivé place de l'Opéra, Séguy, chef de la CGT, qui marchait devant les 100 000 manifestants, dissolut la manifestation, ne pouvant ignorer qu'au moins un tiers de ses participants n'avait pas encore quitté la place de la République. Le SO de la CGT, cet enculé, se plaça cul aux CRS, face aux manifestants, qui arrivaient devant l'Opéra, protégeant les premiers des seconds. Tout autour de la place, sur les balcons des premiers étages, journalistes et policiers, se désignant des manifestants, les photographiaient ostensiblement. Les autonomes, par la suite, nièrent qu'il y eut des provocations, pour nier la thèse des communistes. (A l'inverse, ceux-ci firent bêler à la provocation par les moutons de leur

base, imitations parfaites de ceux de "La Ferme des Animaux", comme cette militante dans une camionnette qui mégaphonait hystériquement : dissolution, dissolution, il y a une provocation policière, et qui, deux heures plus tard, fuyant une charge de police, demandait à d'autres militants de son organisation : il y a vraiment eu provocation policière ?) Il y eut évidemment toute sorte de provocations, de part et d'autre. La police, notamment, n'avait pas le beau rôle dans une victoire de la CGT. La police voulait une victoire de la police. Si l'accord entre CGT et police ne fut donc pas parfait, ce fut à cause de leur rivalité.

Place aux brefs moments heureux de cette journée au soleil intermittent. A 17H10, le Café de la Paix, à l'angle de la place de l'Opéra, connut la fin de la paix, dans un saccage. Bombardée de tous les projectiles de fortune imaginables, la police lance des lacrymogènes. "C'est alors qu'un engin à la détonation et au souffle bien plus puissant qu'un cocktail Molotov lancé des galeries supérieures du Palais Garnier atterrit au pied des forces de l'ordre." Celles-ci, corollairement au joyeux pillage des commerces alentour (mais le maroquinier de luxe, Lancel, par exemple, avait pris la précaution de garnir sa vitrine de faux, qui, mauvais projectiles, firent d'excellents ballons) dégagent les accès du temple de la musique qui avait péri bien avant cette péripétie. Compriment de leur retraite la manifestation qui continuait d'avancer sur le boulevard, les combattants de la place (dont beaucoup d'autonomes), délivrés du SO de la CGT qui cassait d'autres autonomes dans les rues parallèles, s'attaquèrent en nombre bien supérieur aux petits détachements de CRS qui bloquaient les rues adjacentes. Utilisant la même tactique qu'à Denain le 8 mars, les CRS, par courtes charges violentes, dégagèrent un à un ces petits détachements durement étrillés, que la CGT n'avait pas prévu de protéger. Ainsi, les ouvriers sidérurgistes se retrouvèrent face aux policiers. Vers 18h30, par les rues Drouot et Richelieu, d'importants renforts de police, frais, fondirent sur cette tête de manifestation dont les plus avancés (1 000 à 2 000) furent pris en tenaille entre ceux-ci et leurs collègues fatigués, qui avaient avancé depuis l'Opéra, constamment contraints d'attaquer. Les ouvriers sidérurgistes se défendirent avec courage, mais se défendirent seulement, à ma connaissance, étonnés qu'on les charge ! La débandade qui commençait, et la fatigue, rendirent dérisoires les barricades, vite reprises, qui s'échafaudaient sur le boulevard. Maintenant, le reflux, semblable à une débâcle, avait bifurqué par le boulevard de Strasbourg vers la gare de l'Est. La plus spectaculaire, mais aussi la plus maladroite de toutes les barricades fut construite sur

ce boulevard, juste en-dessous de son intersection avec le boulevard de Magenta : elle n'arrêta même pas le pas de charge des CRS, qui par Magenta la prirent à revers. Les autonomes avaient fermé les grilles de la gare de l'Est qui ne tomba que vers 20 heures. Dans la soirée, la police s'amusa à des ratonades dans le quartier de la Goutte d'Or. Elle ne reconnut que 116 blessés dans ses rangs. 32 personnes furent inculpées en "flagrant délit".

Penauds sans avoir compris, battus sans se battre, fatigués sans résultat à leur fatigue, les ouvriers sidérurgistes (parmi lesquels beaucoup de militants de base CFDT avaient passé outre le boycott de leur centrale) rentrèrent le soir-même, dans leurs trous perdus. D'acteurs principaux, en un jour, ils étaient dégradés en seconds rôles. A travers un nuage de fumée lacrymogène et de balles de caoutchouc, la classe ouvrière française, pour la dernière fois, avait vu l'histoire, déjà de loin. La CGT cria à la victoire. Et le parti socialiste gagna les élections cantonales.

d) Une retraite qui se change en déroute

La puissance du mensonge dans notre monde a atteint ce paroxysme où, après une bataille, la moitié des vainqueurs nient qu'il y ait eu bataille, et l'autre moitié se réjouit que les vaincus soient vainqueurs. Ainsi, les vrais vaincus ignorent effectivement qu'ils le sont, et entament la pire des retraites : à reculons dans le silence.

Les ouvriers sidérurgistes étaient les vrais vaincus du 23 mars. La "marche sur Dunkerque", organisée par la CFDT, ne réunit plus que 2 500 personnes, le 6 avril. Les occupations de routes, de voies ferrées, d'usines, que maintenant l'Etat ose décréter illégales, ne faisaient plus vibrer leurs auteurs dégoûtés. Les usines non "menacées" de licenciements (Fos, le 5 avril, Dunkerque, le 7) se mirent en grève pour des revendications salariales, cassant là une solidarité entre sidérurgistes déjà bien ébréchée dans la division syndicale. Pour Longwy et Denain, les négociations ont repris, et les délégués de l'Etat à la tête d'Usinor et Sacilor expliquent maintenant posément qu'il n'est pas question de changer quoi que ce soit au plan de licenciements prévu : toutes les suspensions de licenciements, promesses de recyclages, études de plans moins radicaux, toutes les graves discussions sur l'avenir de la région, de l'industrie sidérurgique, de l'économie française, toutes les commisérations de l'information,

les vitupérations des syndicats, les temporisations du gouvernement n'avaient de sens que contre l'avance des ouvriers dans la rue. Mais après la bataille décisive qu'ils y ont perdue, à quoi bon leur servir encore ces boniments, ces concessions à la fois coûteuses et insatisfaisantes ? Les sidérurgistes de Longwy se mettent en grève. Le 1er mai a lieu la troisième attaque du commissariat de cette ville, mais tout y sent le crépuscule : il n'y a que 150 manifestants contre 150 policiers. "A 17 heures, après dix bonnes heures de siège, il n'y avait, à notre connaissance, pas un blessé ni d'un côté ni de l'autre." Enfin les grévistes sont obligés de reprendre le travail à Usinor, le 9 mai. "J'ai perdu environ 1 000 F sur mon salaire d'avril et 1 500 F sur mon salaire de mai. Je ne peux plus continuer." Alors qu'à Denain, les ouvriers se prononcent contre l'occupation de l'usine (15 mai), le gouvernement, démolissant la retraite, va reprendre Longwy à la CGT. Dans la nuit du 17 au 18 mai, la radio-pirate de la CGT est brouillée, 1 500 cégétistes, qui jusqu'à présent s'étaient tenus hors de tous les affrontements, manifestent à 22h15 "contre la présence des CRS à Longwy, et contre le programme de licenciements confirmé par le ministère du travail". Ils prennent la Banque de France, la gare routière, le syndicat d'initiative (triste boutade), l'hôtel des impôts. A 23h15, les CRS chargent, puis sont obligés de reculer dans le commissariat. Des commandos de jeunes (18-20 ans), dernier éclair dans cette nuit déjà bien noire, échappant "à tout contrôle", s'en prennent aux vitrines. Ce n'est qu'à 3 heures du matin que l'ordre public revient définitivement à Longwy. 15 policiers sont blessés et 5 manifestants arrêtés. "Contrairement à ce qui s'était passé, en mars dernier notamment, les heurts n'ont pas provoqué une mobilisation de la population." La classe ouvrière mondiale, représentée par la vieille classe ouvrière de la vieille Europe, représentée par la classe ouvrière française, représentée par les ouvriers sidérurgistes de Longwy, a déjà pratiquement disparue dans ce petit matin.

Les autonomes, ultimes idéologues du prolétariat, s'avèrent n'être que les prolétaires de l'idéologie, c'est-à-dire les plus pauvres en la matière. Aussi peu que les ouvriers, ils ne comprirent leur défaite, le soir du 23 mars. C'est que, malgré qu'ils se disaient la pointe de l'iceberg, ils s'en croyaient le coeur. Cette vanité leur interdit de voir l'iceberg fondre sous leurs pieds. Ils mesuraient leur destin, non pas au mouvement dont ils étaient l'apparition aliénée, mais à la célébrité que leur accordait le spectacle. Ainsi, alors que le 23 mars terminait leur ascension, ils crurent qu'il la commençait. Cette société changerait désormais selon leur ignorance, son pur produit, dont souvent ils s'affirmaient fiers. Ils eurent un journal. Et leur prochaine sortie fut

une ruse. Ils avaient refusé de participer au 1er mai unitaire des syndicats, se prétendant désormais trop forts pour se greffer sur les autres et parce que contrairement au 23 mars ils n'avaient plus aucun espoir de rencontrer des ouvriers radicaux comme les sidérurgistes et parce qu'enfin ils ne voulaient plus donner d'"otages" à la justice. Mais la nuit suivante, à Toulouse et Paris, ils organisent une "nuit bleue", c'est-à-dire que quelques bombes simultanées endommagent banques, commissariats de police, sièges de patronat. Cette action idéologique, à mi-chemin entre la spontanéité de la rue et le terrorisme d'Etat, n'éveilla de sympathie d'aucun côté. En juin, après six numéros, cessa la parution d'"Autonomie", là aussi visiblement faute de sympathie. Jamais depuis, ces cabotins du ruisseau n'ont retrouvé la parole : grisés par la louange, négative, de la publicité, ils ont endossé, en dupes, le faux-nez du radicalisme ouvrier, et en bravaches le panache blanc de la violence prépensée. Ainsi, ils n'ont servi que leurs flatteurs, et ne les auront servi que le bref instant où il fallait dégoûter les ouvriers de leur propre radicalisme, et les diviser de leur propre violence spontanée.

Les syndicats français ont aussi peu compris qu'admis ce que leur coûtait la défaite de la classe ouvrière le 23 mars. Habités, en un demi-siècle de perte progressive de conscience historique, à craindre plus d'être engloutis par le soulèvement de leur base que de s'assécher par sa décrue, ils continuent à oeuvrer à une paix sociale aussi infinie qu'illusoire, comme s'il ne s'était rien passé. Quand le dernier ouvrier aura été transformé en pauvre moderne, il existera encore des syndicats ouvriers qui prétendront que puisqu'ils existent, il existe une classe ouvrière. Ces camps retranchés aux frontières de l'Empire ne savent donc pas qu'en contribuant si décisivement à battre les ouvriers, ils inaugurent maintenant leur propre inutilité. En France, les syndicats n'ont jamais publié le nombre de leurs adhérents, et depuis le 23 mars 1979, ils ont enfin raison de le faire : camoufler la désaffection peut en effet la ralentir. Dès le 27 mars, CGT et CFDT inversent leur parodie de division en parodie de réconciliation. Tout n'est plus qu'unitaire. La CGT participe à la marche sur Dunkerque, ce flop unitaire. Le 1er mai, jour saint-dycal, est unitaire. Mais même à Paris, la procession unit moins de fidèles qu'au 23 mars (peut-être 60 000). L'abstention annoncée des autonomes laisse à la police musclée des trotskystes de la LCR la charge du SO de la CGT le 23 mars d'attaquer les 300 autonomes tout de même présents. Dans cette attribution des basses oeuvres à des valets universellement considérés comme encore inférieurs, se lit la déchéance entre les deux manifestations. Et comme après avoir été protégée par la CGT le 23

mars, la police ne peut qu'en vouloir à la CGT, la modeste mais fayote LCR ne sera, le 1er mai, que méprisée par la CGT qu'elle courtise et chargée à son tour par une police à la fois craintive et surexcitée. Mais l'étendue de la casse de la classe ouvrière française va se mesurer, quoique approximativement, aux scores électoraux du parti ouvrier, le PC. Ce parti, devenu incapable de dénoncer son propre show démocratique-électoral, le voit maintenant l'accuser. Alors que pendant des décennies, chaque dogme mensonger supplémentaire semblait la renforcer, chaque contorsion idéologique de cette obèse bureaucratie l'épuise maintenant davantage qu'elle ne la requinque : l'abandon récent du concept de "dictature du prolétariat" (comme si ce moment dialectique chez Marx était une question de vocabulaire) pue la grosse roublardise politicienne ; l'adoption de mots qui résonnent, eurocommunisme, crise, restructuration, provocation, écologie, féminisme, pacifisme, autogestion même, pue le racolage tardif. Les pauvres préfèrent voter pour le PS, plus flou, plus souple, plus pute, parce que, ayant émigré du prolétariat dont ils n'entendent plus la dictature que contre eux, ils sont eux-mêmes plus flous, plus souples, plus putes que les rigides bataillons ouvriers qu'ils désertent en masse. Le projet d'une société pour ouvriers fait maintenant horreur, et le petit emploi, tout misérable qu'il est, ne peut pas croire au projet d'une société pour petits employés. En peu d'années, ce PC impuissant va perdre la moitié des 22 % d'électeurs qui lui restaient au soir des élections cantonales du 25 mars 1979.

Le gouvernement français, stupide et hautain jusqu'à ce que l'émeute le menace, pleutre autruche ensuite, se vengea, à nouveau stupide et hautain, non pas de l'affront qui lui avait été fait, mais de la peur qu'il avait eu. Ce changement d'humeur, car jamais la conduite de ce corps responsable de l'Etat ne s'éleva même à une politique, se pèse à la lourdeur du bras. Dès le 23 mars, la loi, non seulement généralise l'inflexibilité qu'elle réservait jusque-là aux seuls autonomes, mais, tout particulièrement contre grévistes et ouvriers, s'augmente de quelques additifs odieux. A l'issue du Conseil des ministres du 29 mars, une circulaire présidentielle aux préfets leur demande d'interdire les manifestations "dès lors que celles-ci ne présentent pas des garanties absolues de sécurité" (aucune manifestation au monde, pas même dans la cour d'un jardin d'enfants, ne présente des garanties absolues de sécurité) et en conséquence "de refuser désormais les autorisations de manifestations dans les centre-villes". Ce décret, unique en "démocratie", qui n'autorise les manifestations que dans les villages, à condition que la sécurité y soit *absolument* garantie d'avance, n'est jamais resté que l'intention rancunière de ses auteurs.

Les inculpés du 23 mars furent exagérément condamnés dès le 26 mars, puis par charrettes, certains voyant leur peines aggravées en appel, les derniers, fin mai, commençant cependant à bénéficier de la certitude de victoire du gouvernement. Le PC fit son cheval de bataille du caractère effectivement arbitraire des arrestations, et des témoignages policiers effectivement faux dans les procès subséquents. Cet avocat de fortune, qui avait pour but de prouver la "provocation" policière, desservit plus les inculpés qu'il ne les servit, tant le PC est généralement considéré comme le plus menteur de tous les partis. Ensuite furent frappés les hésitants ex-grévistes de la radio et de la télévision, qui s'étaient trop avancés dans leur grève pour ne pas irriter le gouvernement, et trop peu pour le renverser. Dans la nuit du 26 au 27 avril, l'Assemblée nationale adopte le projet de loi Vivien : "Ce texte oblige les personnels chargés de la diffusion à assurer la continuité du service public et laisse aux présidents des sociétés de télévision le soin d'apprécier, en cas de grève des personnels chargés de la programmation, si le programme minimum doit être appliqué." En d'autres termes, si les présidents de chaîne n'estiment pas justifié le recours au programme minimum, les personnels de la diffusion sont alors requis, n'ont pas le droit de faire grève. Voilà qui interdit définitivement au personnel et au public l'accès direct de l'instrument, que la grève permettait encore d'envisager jusque-là. Et par la réquisition, la télévision est élevée au rang de service indispensable : les observateurs attentifs ne manqueront pas d'apprécier la coïncidence entre la Berezina du mouvement ouvrier et ce progrès de l'aliénation. Après la nervosité policière du 1er mai, le gouvernement admet seulement que l'inquiétude n'est plus nécessaire : les 5 inculpés de ce jour-là seront remis en liberté provisoire, et leur défense, en s'appuyant sur la presse essayera même de faire valoir que ce sont les CRS qui ont troublé l'ordre public ! Qu'un tel débat soit toléré n'est pas signe de liberté, mais de tranquillité. Enfin, toutes les objections contre le plan de la sidérurgie, qui avaient, lorsqu'il gagnait du temps, fait discuter et réfléchir le gouvernement jusqu'à le suspendre, sont maintenant balayées avec mépris ; et alliée au découragement, la répression, si longtemps muette, se signale désormais face aux occupations de routes et d'usines, de voies ferrées et de bâtiment publics. Les ouvriers français cessent, en quelques semaines, de renverser des tonnes de métal sur les autoroutes, de défenestrer dans les hôtels d'impôts, d'attaquer les commissariats de police. Ce sont des victoires du spectacle dominant, que les sidérurgistes se réduisent à enlever telle vedette de rock (Johnny Hallyday prétendit bien sûr que cela était justifié, et témoigna sa commisération), ou tel autre trophée

de l'esclavage plébiscité (la coupe de France de football fut également restituée intacte).

La casse de la classe ouvrière ne méritait pas tant de détails, si on compare son importance dans l'histoire à la révolution iranienne. Mais d'abord, elle est beaucoup plus prolixe en informations, et s'étale donc en des mensonges plus nombreux et plus détaillés, auxquels il faut répondre.

Ensuite, cette débauche de publicité domestique, sur les malheurs des domestiques, sert dans chaque Etat à repousser dans un lointain inessentiel la révolution iranienne et le reste du monde : les dernières luttes de classe furent ainsi des embryons de contre-offensive par rapport aux événements subversifs simultanés. Enfin, si les deux grandes offensives de 1979 ont fait moins de bruit, leurs échos sont si durables que depuis, ils continuent, sous les formes les plus variées, à crever cette ceinture d'informations tapageuses et fausses qui les isolent ; et c'est manifestement l'inverse pour la casse de la classe ouvrière qui fit plus de bruit en son temps, mais qui disparut des mémoires aussi vite que la classe ouvrière de la société. C'est que, dans un déluge d'assertions fausses, la révolution iranienne n'en a pas moins été conceptualisée en tant que telle, événement historique ; alors que les convulsions, au même moment, de la classe ouvrière dans la vieille Europe, n'ont jamais été reconnues comme son agonie effective dans ce monde qui se veut éternel.